



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Paris, le 17 décembre 2021

NOTE DES AUTORITÉS FRANÇAISES

Objet : Révision ciblée du RGEC – Réponse à la consultation publique de la Commission

I – AMENDEMENTS À LA PROPOSITION DE LA COMMISSION

- **Article 1^{er}**

Il est indiqué que « *Le présent règlement ne s'applique pas: a) aux régimes relevant des sections 1 (exception faite de l'article 15), 2, 3, 4, 7 (exception faite de l'article 44) et 10 du chapitre III du présent règlement dont le budget annuel moyen consacré aux aides d'État excède 150 millions EUR, une fois écoulés les six premiers mois suivant leur entrée en vigueur* ».

Dans le contexte de relance post-crise et afin d'atteindre les objectifs climatiques, de forts investissements devront être mobilisés en faveur de la recherche et développement pour permettre de décarboner les différents secteurs de l'économie. Le seuil de 150 millions d'euros est trop contraignant pour permettre une forte mobilisation des soutiens et favoriser ainsi la transition écologique. Les autorités françaises souhaitent que le seuil soit rehaussé à 300 millions d'euros pour les régimes dont l'objectif principal (>50% des aides en valeur) est la décarbonation '.

Proposition d'amendement :

Article 1er

[...]

2. Le présent règlement ne s'applique pas:

a) aux régimes relevant des sections 1 (exception faite de l'article 15), 2, 3, 4, 7 (exception faite de l'article 44) et 10 du chapitre III du présent règlement dont le budget annuel moyen consacré aux aides d'État excède ~~150~~ **150 millions EUR ou 300 millions EUR** pour les régimes dont l'objectif principal (50% des aides en valeur) est la décarbonation, une fois écoulés les six premiers mois suivant leur entrée en vigueur. La Commission peut décider que le présent règlement continuera de s'appliquer pour une période plus longue à l'un ou l'autre de ces régimes d'aides après avoir examiné le plan d'évaluation correspondant notifié par l'État membre à la Commission dans un délai de 20 jours ouvrables à compter de l'entrée en vigueur du régime;

- **Article 2 – Définitions**

Ajout d'un paragraphe au sein des Définitions applicables aux aides à finalité régionale

Reconnaissant le faible pouvoir incitatif des AFR sur les plus grandes entreprises, mais estimant que les AFR peuvent être incitatives pour les plus petites d'entre elles, les autorités françaises proposent d'étendre la compatibilité de l'aide à finalité régionale pour tout type d'investissement initial aux petites entreprises à moyenne capitalisation (PEMC), telles que définies à l'article 2.3, paragraphe 5.2 xxvii), des lignes directrices relatives aux aides d'État visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques et ce, afin de favoriser l'investissement de ces entreprises et le déploiement des chaînes de valeur en Europe prenant en compte le contexte international. Cette demande est particulièrement justifiée dans la mesure où les seuils de CA et de bilan des PME ne sont pas revalorisés : l'inflation aidant de plus en plus de « grande PEMC » basculent dans la catégorie grandes entreprises. L'utilisation de cette notion dans le cadre des aides à finalité régionale permettra ainsi de traiter le cas des entreprises situées juste au-dessus des seuils de la catégorie moyenne entreprise et qui devraient bénéficier de règles alignées sur celles des moyennes entreprises.

Les autorités françaises sont attachées à ce que la création d'une catégorie intermédiaire ne conduise pas à complexifier les catégories d'entreprise et les textes européens, européens (il ne s'agirait pas notamment de complexifier les dispositions relatives aux PME) : dès lors les autorités françaises restent évidemment ouvertes à un dialogue technique avec la Commission afin de trouver la meilleure définition possible d'une nouvelle catégorie pertinente entre PME et grandes entreprises.

Ajout d'un paragraphe

« petite entreprise à moyenne capitalisation » : une entreprise dont le nombre de salariés n'excède pas 499, calculé sur la base des articles 3 à 6 de l'annexe I, dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 100 millions EUR ou dont le bilan annuel n'excède pas 86 millions EUR; plusieurs entités sont considérées comme une seule entreprise si l'une des conditions énumérées à l'article 3, paragraphe 3, de l'annexe I est remplie

Paragraphe 102 bis et ter

Les autorités françaises saluent la décision de la Commission d'élargir l'article 36 *bis* aux infrastructures de ravitaillement fournissant de l'hydrogène bas carbone, et de confirmer que ces dispositions sont applicables aux installations ouvertes au public mais aussi aux installations dédiées à une flotte privée de véhicules (considérant 7), ainsi qu'aux véhicules de transport et non uniquement aux véhicules routiers permettant d'adresser toute la mobilité lourde et non routiers (navires et matériels roulants). Cependant, pour permettre l'inclusion de l'approvisionnement des véhicules de type bennes à ordures ménagères et engins de chantier il est nécessaire de préciser les définitions des infrastructures de recharge et des infrastructures de ravitaillement.

En outre, dans la lignée des projets de directive RefuelEU Aviation et FuelEU Maritime, de nombreux investissements dans des infrastructures de ravitaillement en carburants alternatifs durables vont devoir être effectués dans les ports et les aéroports. Il semble ainsi nécessaire que les infrastructures puissent couvrir tous les vecteurs qui permettront de contribuer à la progression des objectifs du Green Deal ce qui nécessite une modification de la notion d'infrastructure de ravitaillement.

Proposition d'amendement :

« 102 bis. « infrastructure de recharge » : une infrastructure fixe ou mobile fournissant de l'électricité aux véhicules pour le transport, **y compris les véhicules non routiers**;

102 ter. « infrastructure de ravitaillement » : une infrastructure fixe ou mobile fournissant de l'hydrogène, **du biogaz et des biocarburants, y compris les biocarburants avancés, et les carburants synthétiques produits à partir d'énergies renouvelables ou à faible émission de carbone** aux véhicules pour le transport, **y compris les véhicules non routiers**;

Paragraphe 102 quater

Proposition d'amendement :

« 102 quater. « hydrogène renouvelable » : l'hydrogène produit uniquement à partir de sources d'énergie renouvelables, conformément ~~à [Référence à l'acte délégué par la DG ENER conformément à l'article 28 de la directive révisée sur les énergies renouvelables]~~ **au paragraphe 3.10 de l'Annexe de l'acte délégué du règlement taxonomie** ;

Paragraphe 102 sexies

Premièrement, la référence à 2,256 tCO₂/tH₂ est incohérente et ne devrait pas être citée.

Deuxièmement, la référence à la technologie de l'électrolyse ne pose pas de difficulté aux autorités françaises et correspond aux objectifs de la stratégie nationale de l'hydrogène décarboné. Néanmoins, considérer que la teneur en carbone de l'hydrogène produit par électrolyse serait déterminée par l'unité de production marginale dans la zone de dépôt des offres où l'électrolyseur est situé est d'une part erroné et d'autre part contre-productif. Une telle définition de la teneur en carbone de l'hydrogène sera rédhibitoire pour l'hydrogène décarboné produit en France, et potentiellement dans d'autres Etats membres. Avec une telle définition, la détermination de la teneur en carbone serait effectivement celle de l'électricité produite par la dernière centrale à gaz ou à charbon qui sera mise en service. En France, le mix moyen induit un hydrogène passant le seuil de taxonomie. La comptabilisation marginale est incompatible avec les projets soutenus et en développement, puisque la majorité du temps une centrale à gaz est appelée comme dernière unité de production

Les autorités françaises sont donc strictement opposées à cette détermination de la teneur en carbone de l'hydrogène électrolytique par l'unité de production marginale dans la zone de dépôt des offres où l'électrolyseur est situé. La phrase doit être soit supprimée, soit remplacée. Les autorités françaises proposent le cas échéant de déterminer la teneur en carbone de l'hydrogène électrolytique par le contenu carbone de l'électricité issue du réseau situé sur la même zone d'enchères.

Proposition d'amendement :

102 sexies. « hydrogène bas carbone » : l'hydrogène d'origine fossile avec captage et stockage du carbone ou l'hydrogène électrolytique, lorsque cet hydrogène entraîne une réduction des émissions de gaz à effet de serre tout au long du cycle de vie d'au moins [73,4%] [avec des émissions de gaz à effet de serre produites toute au long du cycle de vie inférieures à 3tCO₂eq/tH₂] par rapport à un indicateur de référence relatif aux combustibles fossiles de [94gCO₂e/MJ ~~(2,256 tCO₂eq/tH₂)~~]. La teneur en carbone de l'hydrogène électrolytique est déterminée par ~~l'unité de production marginale dans la zone de dépôts des offres où l'électrolyseur est situé au cours des périodes de règlement des déséquilibres où l'électrolyseur consomme de l'électricité provenant du réseau ; le~~

contenu carbone moyen de l'électricité issue du réseau située sur la même zone d'enchères sur laquelle est situé l'électrolyseur ».

Paragraphe 102 septies

Les critères choisis ne sont pas adaptés à la réalité des technologies actuelles en navigation intérieure et aux besoins financiers importants du secteur pour faire face à la transition écologique. Les technologies à zéro émission sont en cours de développement pour le transport fluvial de marchandises et elles ne seront pas matures en 2025 (source : études de la Commission Centrale pour la navigation du Rhin-CCNR, <https://www.ccr-zkr.org/12080000-en.html>).

Il en est de même pour la navigation maritime. Notamment, la rédaction proposée ne couvre pas les dispositifs qui, sans être des moteurs dont le fonctionnement repose sur un carburant, permettent de diminuer, parfois très significativement les émissions de CO₂, comme par exemple les dispositifs de propulsion éolienne.

Par ailleurs, le projet de règlement de l'AFIR sur le déploiement des infrastructures de carburants alternatifs, fixe des premiers objectifs en 2025 et 2030. Les objectifs fixés par le règlement AFIR ne permettent pas d'assurer la mise en œuvre d'une offre de carburants alternatifs et d'assurer la mise en place d'un réseau d'approvisionnement en bornes de recharge pour répondre aux besoins des flottes de bateaux électriques.

Il est donc nécessaire de décaler le jalon à 2035 afin de se conformer à la Déclaration de Mannheim du 17 octobre 2018 des ministres du transport des États membres de la CCNR (Allemagne, Belgique, France, Pays-Bas, Suisse) qui vise une réduction de -35% des émissions de la navigation intérieure en 2035 et une neutralité carbone en 2050.

Il est également nécessaire de passer de 50 à 25% de réduction de la valeur de référence afin d'assurer une cohérence avec le transport maritime qui se voit appliqué une exigence de réduction inférieure à celle du transport fluvial qui est portant déjà plus vertueux en matière d'émission de CO₂ et de gaz polluants.

Il est également proposé un critère alternatif basé sur le respect des dispositifs du règlement 2016/1628 relatif aux exigences concernant les limites d'émissions pour les gaz polluants et les particules polluantes et la réception par type pour les moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers, modifiant les règlements (UE) no 1024/2012 et (UE) no 167/2013 et modifiant et abrogeant la directive 97/68/CE.

Ce règlement introduit de nouvelles limitations plus strictes sur le niveau de substances nocives dans les gaz d'échappement, dont les oxydes d'azote (NO_x), le monoxyde de carbone (CO), les hydrocarbures (H) et les particules fines (PM) et s'applique au transport fluvial lors de la construction de nouveau bateau ou lors d'un changement de moteur sur un bateau existant. Les motoristes qui ne sont pas soumis aux mêmes contraintes pour le maritime ont mis du temps à proposer des moteurs Stage V.

Ces motorisations dont le coût est significativement plus important que les générations précédentes nécessitent la mise en place de dispositifs d'aides pour les mettre à la portée de la grande majorité des entreprises de transport fluvial composée à 95% de société de moins de 10 salariés.

La référence à l'EEOI n'est pas pertinente car cet indice n'est pas contraignant et repose sur une base volontaire. Il serait plus parlant de le remplacer par l'EEDI.

Enfin, les autorités françaises souhaiteraient que la notion d'infrastructure de ravitaillement couvre un champ d'application plus large que les seules infrastructures de ravitaillement en hydrogène renouvelable ou bas carbone ou en électricité. Or, la définition d'infrastructure de ravitaillement actuellement prévue par l'article 2 102 ter du projet de RGEC révisé ne couvre que les installations fournissant de l'hydrogène aux véhicules pour le

transport. Dans la lignée des projets de directive RefuelEU Aviation et FuelEU Maritime, de nombreux investissements dans des infrastructures de ravitaillement en carburants alternatifs durables vont devoir être effectués dans les ports et les aéroports. Il semble ainsi nécessaire que les infrastructures puissent couvrir tous les vecteurs qui permettront de contribuer à la progression des objectifs du Green Deal ce qui nécessite une modification de la notion d'infrastructure de ravitaillement qui a été proposée en p.2. En outre, **la notion de véhicule propre doit également être complétée : elle exclut en effet le secteur de l'aviation ce qui devrait être corrigé.**

Proposition d'amendement :

102 septies. "véhicule propre":

[...]

(d) jusqu'au 31 décembre ~~2025~~ **2035**, un ~~navire~~ **bateau** fluvial pour le transport de passagers disposant d'un moteur hybride ou à double carburant qui tire au moins ~~50 %~~ **25 %** de son énergie de carburants à émission nulle de CO₂ (au tuyau d'échappement) ou de la puissance en charge durant son exploitation;

(e) jusqu'au 31 décembre ~~2025~~ **2035**, un ~~navire~~ **bateau** fluvial pour le transport de marchandises dont les émissions directes (au tuyau d'échappement) de CO₂ par tonne-kilomètre (gCO₂/tkm), calculées (ou estimées dans le cas de navires neufs) au moyen de l'indicateur opérationnel du rendement énergétique (EEOI) de l'Organisation maritime internationale, sont inférieures de ~~50 %~~ **25 %** à la valeur de référence moyenne pour les émissions de CO₂ définie pour les véhicules utilitaires lourds (sous-groupe de véhicules 5-LH) conformément à l'article 11 du règlement (UE) 2019/1242 **ou Jusqu'en 2035, un bateau fluvial conforme au règlement (UE) 2016/1628 (moteur Stage V) du Parlement européen et du Conseil et dont les émissions directes (au tuyau d'échappement) de CO₂ sont nulles à quai ;**

[...]

(g) jusqu'au 31 décembre 2025, un navire de haute mer et côtier pour le transport de passagers et de marchandises, pour des opérations portuaires ou pour des activités auxiliaires, disposant d'un moteur hybride ou à double carburant qui tire au moins 25 % de son énergie de carburants à émission nulle de CO₂ (au tuyau d'échappement) ou de la puissance en charge durant son exploitation normale en mer et au port, **ou disposant d'une propulsion auxiliaire à émission nulle pour au moins 25 % de son énergie**, ou dont la valeur atteinte de ~~l'EEOI~~ est inférieure de 10 % aux exigences de ~~l'EEOI~~ applicables le 1er avril 2022, et alimenté au moyen de carburants à émission nulle de CO₂ (au tuyau d'échappement) ou de carburants provenant de sources renouvelables;

(j) un aéronef commercial, d'aviation générale ou d'affaires dont les émissions directes de CO₂ au tuyau d'échappement sont nulles

(k) jusqu'au 31 décembre 2030, un aéronef commercial (excluant les aéronefs dit « d'aviation générale » et « d'aviation d'affaires ») satisfaisant aux critères « best in class » définis par rapport aux critères CO₂ de l'OACI, i.e. :

- Pour les aéronefs de moins de 60 tonnes, des émissions inférieures d'au moins 11% au maximum défini par l'OACI
- Pour les aéronefs entre 60 et 150 tonnes, des émissions inférieures au moins de 2% au maximum défini par l'OACI
- Pour les aéronefs de plus de 150 tonnes, – des émissions inférieures au moins de 1,5% du maximum défini par l'OACI

(l) un aéronef commercial, satisfaisant aux critères du point (k) et certifié pour voler avec 100% de Carburant alternatif durable ou un avion d'aviation générale, ou d'affaires certifié pour voler avec 100% de carburant alternatif durable

Paragraphe 102 octies et nonies

Le terme de navire s'applique uniquement au domaine maritime tandis que le terme de bateau s'applique à la navigation intérieure.

De plus, la définition semble exclure les engins non routiers (type engins de travaux publics, dameuse etc.) qui doivent pouvoir entrer dans le champ de la mobilité propre afin d'être soutenus.

Proposition d'amendement :

102 *octies*. "véhicule à émission nulle":

[...]

d) un ~~navire~~ **bateau** fluvial ou un **navire** de haute mer et côtier pour le transport de passagers ou de marchandises dont les émissions directes (au tuyau d'échappement/à l'échappement) de CO2 sont nulles ;

[...]

(new) f) un engin terrestre non routier électrique ou hydrogène ;

102 *nonies*. "véhicule":

a) un véhicule routier de catégorie M1, M2, N1, M3, N2, N3 ou L;

b) un navire fluvial ou de haute mer et côtier pour le transport de passagers ou de marchandises;

c) le matériel roulant;

d) les engins terrestres non routiers

e) aéronef pour le transport de passagers ou de marchandises.

Paragraphe 117 bis

Le projet reprend la définition des "biocarburants avancés" de la directive RED (UE) 2018/2001 mais l'introduction de cette définition ne permet pas de couvrir l'ensemble des carburants alternatifs durables qui seront utilisés pour la décarbonation du secteur aérien. Ainsi, introduire en plus une définition des combustibles synthétiques produits à base d'électricité renouvelable ou décarbonée "e-fuels" et non de biomasse est indispensable pour permettre d'appliquer les dispositions du RGEC aux aides pour le déploiement de ces carburants qui font l'objet d'un sous mandat d'incorporation dans le projet de règlement Refuel.

Si l'avancée des discussions sur la proposition de texte « Refuel Aviation » le permet, il pourrait être envisagé dans la version finale de cette révision d'introduire la définition des SAFs (ou carburant durables pour l'aviation) introduite dans le texte

.Paragraphe 121

La Commission propose la suppression de la définition de « site contaminé », alors que cette référence mettrait en évidence les pollutions du fait de l'homme dans le cadre d'activités industrielles. Les autorités françaises souhaitent le maintien de cette définition.

Paragraphe 121 bis

Les autorités françaises soutiennent l'ajout de la définition du terme « assainissement » dans le RGEC. Cependant, cette proposition est incomplète dans la mesure où elle ne vise que les sols et les eaux, mais pas explicitement le bâti, les déchets (dont ceux enfouis) et les ouvrages enterrés de types cuves qui sont susceptibles de contenir des produits polluants.

Proposition d'amendement :

«121 bis. “assainissement”: une activité, telle que l’élimination ou la détoxification de contaminants ou de nutriments excédentaires présents dans le sol et l’eau ou telles que l’élimination ou la détoxification des constructions, qui vise à ~~éliminer~~ traiter les sources de dégradation ou les éléments préjudiciables à un nouvel usage ;

Paragraphe 121 ter

Les autorités françaises sont favorables à l'ajout de la définition du terme « réhabilitation » dans le RGEC. Cependant, cette définition correspond en réalité à celle de la « réhabilitation d'espaces naturels et écosystèmes » ; une définition plus globale devrait être choisie.

Proposition d'amendement :

« 121 ter : “réhabilitation”: les actions visant à ~~rétablir un niveau de fonctionnement écosystémique sur des sites dégradés pour une fourniture renouvelée et continue de services écosystémiques~~ la mise en compatibilité de l'état des sols avec, d'une part, la protection des intérêts pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique, ainsi que de la ressource en eau.

Paragraphe 124

Suite à la modification de la définition du terme « réseau de chaleur et de froid efficace », qui n’inclut plus expressément « les installations de production de chaleur/de froid et le réseau (y compris les installations connexes) nécessaires pour distribuer la chaleur/le froid depuis les unités de production jusqu'aux locaux du client », les autorités françaises souhaiteraient que la Commission précise si l'article 46 vise toujours la production de chaleur et/ou de froid, ainsi que le lien avec la définition des « systèmes de chauffage et de refroidissement urbains » (paragraphe 124 ter).

Paragraphe 130

En ce qui concerne le réseau hydrogène, les autorités françaises souhaiteraient que la Commission précise si les aides doivent être consacrées au réseau d'hydrogène ou de gaz bas carbone, renouvelable ou si cet article permettrait également d'aider au transport d'hydrogène fossile.

• Article 4 – Seuils de notification

Les seuils de notification concernant la recherche et le développement doivent être modifiés pour :

- Clarifier la mise en œuvre, en traitant le cas des entreprises multi-secteurs qui peuvent avoir de la concurrence intra-européenne dans certaines de leurs activités, mais pas dans d'autres et à tenir compte de la possibilité de nouveaux intrants ;
- Réévaluer les montants afin de prendre en compte l'inflation passée et à venir ainsi que les besoins massifs d'investissement en R&D pour assurer la décarbonation de notre économie. Les projets de « décarbonation » pourraient ainsi bénéficier d'un « bonus » doublant le seuil et permettant la mise en œuvre rapide des soutiens (pour mémoire, une notification à la Commission européenne d'un soutien dépassant les seuils prend *a minima* deux ans pendant lesquels l'aide ne peut pas être versée).

Proposition d'amendement :

(new) (2) a) bis le point i) est remplacé par le texte suivant :

(i) en ce qui concerne les aides à la recherche et au développement :

i) si le projet consiste à titre principal en de la recherche fondamentale: **40 50** millions EUR par entreprise et par projet. C'est le cas lorsque plus de la moitié des coûts admissibles du projet sont liés à des activités relevant de la catégorie de la recherche fondamentale,

ii) si le projet consiste à titre principal en de la recherche industrielle: **20 25** millions EUR par entreprise et par projet. C'est le cas lorsque plus de la moitié des coûts admissibles du projet sont liés à des activités relevant de la catégorie de la recherche industrielle ou des catégories de la recherche industrielle et de la recherche fondamentale prises ensemble,

iii) si le projet consiste à titre principal en du développement expérimental: **15 20** millions EUR par entreprise et par projet. C'est le cas lorsque plus de la moitié des coûts admissibles du projet sont liés à des activités relevant de la catégorie du développement expérimental,

iv) si le projet est un projet Eureka ou est mis en œuvre par une entreprise commune établie sur la base de l'article 185 ou de l'article 187 du traité, **ou si le projet contribue directement à la décarbonation du secteur d'activité concerné**, les montants visés aux points i) à iii) sont doublés,

v) si l'aide en faveur de projets de recherche et de développement est octroyée sous forme d'avances récupérables qui, en l'absence de méthode approuvée pour calculer leur équivalent-subvention brut, sont exprimées en pourcentage des coûts admissibles, et que la mesure prévoit qu'en cas d'issue favorable du projet, définie sur la base d'une hypothèse prudente et raisonnable, les avances sont remboursées à un taux d'intérêt au moins égal au taux d'actualisation applicable au moment de l'octroi de la subvention, les montants visés aux points i) à iv) sont majorés de 50 %;

vi) aides aux études de faisabilité préalables aux activités de recherche: **7,5 10** millions EUR par étude;

(new) (2) a) ter le point i) est complété par le texte suivants :

Les seuils énumérés à l'article 4) 1) i) points i) à vi) ne s'appliquent pas, pour le secteur de la construction aéronautique et dans le cadre de la décarbonation de ce secteur, lorsque l'aide porte sur un secteur d'activité dans lequel l'entreprise concernée n'a pas de concurrents intracommunautaires. L'absence de concurrence intra-UE doit avoir été préalablement validée par la Commission pour une durée dépendant des temps caractéristiques du secteur. Cette disposition sera réexaminée 3 ans après son entrée en vigueur.

• **Article 9 – Publication et information**

Les autorités françaises considèrent que l'abaissement du seuil de 500 000 € à 100 000 €, qui semble aller dans un sens contraire à l'objectif poursuivi de simplification des procédures, aura pour conséquence un alourdissement trop important de la charge administrative pour les autorités de gestions dans un contexte de crise faisant particulièrement ressortir un besoin de réactivité et de souplesse. De plus, cet abaissement du seuil semble difficilement conciliable avec le seuil des aides *de minimis*. En effet, les autorités françaises rappellent que ces aides ne sont pas soumises à de telles obligations de transparence étant donné leur faible montant, qui n'est pas de nature à porter atteinte à la concurrence. C'est pourquoi les autorités françaises souhaitent que le seuil soit remonté.

Proposition d'amendement :

« 1. L'Etat membre concerné veille à ce que les informations suivantes soient publiées sur un site internet exhaustif consacré aux aides d'Etat, au niveau national ou régional :

[...]

(c) les informations précisées à l'annexe III concernant chaque aide individuelle de plus de **400 000 500 000** EUR [...].

- **Article 14 : Aides à l'investissement à finalité régionale**

Les autorités françaises observent que le projet de RGEC ne mentionne pas l'intégration des futures zones FTJ au zonage AFR prévue par les lignes directrices aides à finalité régionale 2022-2027.

En effet, sur le territoire métropolitain, et dans le respect des critères énoncés dans les lignes directrices, les aides à finalité régionale accordées aux grandes entreprises ne sont considérées comme compatibles que si elles sont octroyées pour des investissements initiaux créant de nouvelles activités économiques. Une ouverture supplémentaire est possible dans le cadre du FTJ : par dérogation, le considérant 14 des lignes directrices AFR 2022-2027 prévoit que pourront également être considérées comme compatibles les aides à finalité régionale en faveur des grandes entreprises implantées sur le territoire métropolitain si elles sont octroyées, soit pour la diversification de la production de l'établissement vers des produits qu'il ne produisait pas auparavant, soit pour une modification fondamentale du processus global de production du ou des produits concernés par l'investissement.

Proposition d'amendement au projet de règlement :

(9) l'article 14 est modifié comme suit:

(a) au paragraphe 3, la troisième phrase est remplacée par le texte suivant:

«les aides aux grandes entreprises ne peuvent être octroyées que pour un investissement initial qui crée une nouvelle activité économique dans la zone concernée.

Par dérogation, les aides à finalité régionale en faveur des grandes entreprises peuvent également être octroyées pour la diversification de la production d'un établissement vers des produits qu'il ne produisait pas auparavant ou pour une modification fondamentale du processus global de production du ou des produits concernés par l'investissement dans l'établissement, à condition :

- a) **que les aides concernent un investissement initial dans un territoire pouvant bénéficier du cofinancement par le FTJ dans une zone «c» dont le PIB par habitant est inférieur à 100 % de la moyenne de l'EU27;**
- b) **que l'investissement et le bénéficiaire figurent dans le plan territorial de transition juste d'un État membre approuvé par la Commission; et**
- c) **que l'aide d'État à l'investissement soit couverte par le FTJ jusqu'au maximum autorisé. »**

- **Sur la notion d'achèvement de l'investissement**

L'article 14 du RGEC, portant sur les aides à l'investissement à finalité régionale, prévoit qu'après son achèvement, un investissement doit être maintenu dans la zone concernée pendant un minimum de cinq ans, ou trois ans dans le cas des PME.

Afin de préciser cette condition, le projet de révision du RGEc introduit un point 47 bis à l'article 2, qui définit l'achèvement de l'investissement comme étant « le moment où l'investissement est considéré par les autorités nationales comme achevé ou trois ans après le début des travaux, la date la plus proche étant retenue ».

A cet égard, les autorités françaises souhaitent obtenir confirmation de la Commission européenne que cette définition de la date d'achèvement de l'investissement ne concerne que le seul point 5 de l'article 14 du RGEc et ne sert en conséquence qu'à établir le point de départ du délai de conservation du bien dans la zone concernée. Les Etats membres ne seraient donc pas tenus de retenir cette même définition pour établir, dans leur droit interne, le moment où l'investissement est considéré comme achevé, notamment lorsqu'il s'agit d'établir le fait générateur de certains dispositifs fiscaux.

- **S'agissant de l'inapplicabilité des articles 13 (aides AFR) et 17 (aides à l'investissement en faveur des PME) du RGEc aux investissements qui font partie d'un projet soutenu au titre de l'article 25 du RGEc (aides R&D).**

Dans son projet de révision, la Commission prévoit que les coûts admissibles au titre d'une aide à finalité régionale (article 13 du RGEc) ou d'une aide à l'investissement en faveur des PME (article 17 du RGEc) sont les coûts liés aux investissements des entreprises, pour autant que ces derniers ne font pas déjà partie d'un projet soutenu au titre de l'article 25 du RGEc (c'est-à-dire des aides à la R&D).

Sur ce point, les autorités françaises souhaiteraient obtenir des précisions de la Commission européenne, afin notamment de comprendre si elle entend désormais exclure tout cumul entre les aides AFR et les aides à l'investissement en faveur des PME d'une part, et les aides à la R&D d'autre part.

En toute hypothèse, les autorités françaises ne sont pas favorables à une telle proposition et soutiennent le maintien de la situation actuelle, qui autorise le cumul de telles aides, dès lors que les conditions fixées à l'article 8 du RGEc sont respectées.

- **Aides au financement des risques : une incitation forte à l'investissement au capital des PME par les investisseurs privés indépendants devrait être maintenue**

La révision engagée par la Commission conduit à restructurer l'actuel article 21 du RGEc portant sur les aides au financement des risques, en le scindant en deux articles : l'un consacré au financement des risques au moyen d'intermédiaires financiers (nouvel article 21), l'autre au financement des risques sous la forme d'incitations fiscales en faveur des personnes physiques investissant dans des entreprises admissibles (article 21 bis).

En application du projet d'article 21 bis, les régimes d'aides au financement des PME sous la forme d'incitations fiscales en faveur d'investisseurs privés indépendants qui sont des personnes physiques ne seraient exemptés de l'obligation de notification qu'à la condition que l'allègement d'impôt sur le revenu ne soit pas supérieur aux plafonds suivants, devant permettre de garantir une participation suffisante de l'investisseur privé indépendant :

- 50 % de l'investissement effectué par l'investisseur privé lorsque les bénéficiaires finals sont des entreprises qui n'exercent leur activité sur aucun marché ;
- 35 % de l'investissement effectué par l'investisseur privé lorsque les bénéficiaires finals sont des entreprises qui exercent leur activité sur un marché depuis moins de dix ans après leur enregistrement et/ou, dans le cas des entreprises innovantes, sept ans après leur première vente commerciale ;
- 20 % de l'investissement effectué par l'investisseur privé lorsque les bénéficiaires finals sont des entreprises qui ont besoin d'un investissement initial en faveur du financement des risques qui, sur la base d'un plan d'entreprise établi en vue d'une nouvelle activité économique, est supérieur à 50 % de leur chiffre d'affaires annuel moyen des cinq années précédentes.

Sur ce point, les orientations retenues dans le cadre de la révision du RGEC ne reflètent pas exactement celles qui sont retenues dans le cadre de la révision des lignes directrices sur les aides visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques, engagée le 21 mai dernier, qui ne modifie pas l'unique plafond existant, quel que soit la nature de l'activité des bénéficiaires finals. Selon ce dernier document, il apparaît qu'« il est considéré comme raisonnable de plafonner l'allègement fiscal à 30 % du montant investi » (cf. § 151 du projet de révision des lignes directrices).

Les autorités françaises considèrent qu'il n'est pas opportun de renforcer le contrôle des aides octroyées en imposant la notification des allègements d'impôt sur le revenu supérieurs à 20 %. Elles estiment au demeurant que ce plafond est trop faible pour constituer une véritable incitation à l'investissement au capital de PME par des personnes physiques, notamment dans le cas d'investissement au capital d'entreprises qui débutent une nouvelle activité économique. Ces nouvelles obligations de notification constituent également un frein à la mise en place de régimes fiscaux nationaux qui privilégieraient le choix de la simplicité en instituant un taux d'allègement d'impôt unique, quelle que soit la catégorie à laquelle appartient la PME au sein de laquelle l'investisseur privé investit.

En outre, les autorités françaises alertent sur l'insécurité juridique créée par l'instauration des plafonds à 35 % et 50 %, qui laisse penser que sont dispensés de notification, donc autorisés, des allègements d'impôt qui, s'ils étaient notifiés, ne seraient pas autorisés sur le fondement des lignes directrices sur les aides visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques.

Les autorités françaises estiment en conséquence que les modifications proposées doivent être ajustées pour maintenir la coïncidence entre le plafond des allègements fiscaux dispensés de notification par le RGEC et le plafond des allègements fiscaux autorisés au titre des lignes directrices, et que doivent être clarifiés les allègements autorisés lorsque les bénéficiaires finals sont des entreprises qui n'exercent leur activité sur aucun marché ou des entreprises qui exercent leur activité sur un marché depuis moins de dix ans après leur enregistrement et/ou, dans le cas des entreprises innovantes, sept ans après leur première vente commerciale, en tenant compte des besoins en fonds propres de ces entreprises dans le contexte actuel de relance économique.

- **Article 22 Aides en faveur des jeunes pousses**

Les autorités françaises expriment à nouveau leurs difficultés vis-à-vis des dispositions prévues au paragraphe 6, c, iv). En effet, le droit de premier refus est la contrepartie du risque pris par tout industriel dans une collaboration avec un organisme de recherche. Ceci est d'autant plus vrai pour les jeunes pousses pour lesquelles les investisseurs exigent des exclusivités d'exploitation sur les actifs de propriété intellectuelle dans le cadre des levées de fonds.

Ainsi, en imposant à l'organisme de solliciter des offres plus avantageuses auprès de tiers, charge à la jeune pousse de s'aligner en termes de prix, la Commission fait peser un risque sur l'effectivité de cette exclusivité en sortie de projet. Cette disposition est donc un frein à l'investissement en R&D et à la capacité des jeunes pousses à lever des fonds auprès d'investisseurs privés.

Les autorités françaises demandent donc sa suppression.

Des modifications rédactionnelles sont également proposées pour clarifier la lecture de ce nouveau paragraphe.

Proposition d'amendement au projet de règlement :

«6. En plus **des formes et** montants d'aide visés aux paragraphes 3 à 5 du présent article, les aides aux jeunes pousses peuvent prendre la forme d'un transfert de droits de propriété intellectuelle (DPI) et des droits d'accès liés, de l'organisme de recherche où le DPI sous-jacent a été développé, pour autant que:

[...]

~~iv) lorsque la jeune pousse dispose d'un droit de premier refus pour ce qui est des DPI générés en collaboration avec l'organisme de recherche, si l'organisme de recherche peut exercer un droit réciproque de solliciter des offres économiquement plus avantageuses auprès de tiers de sorte que la jeune pousse partenaire peut adapter son offre en conséquence.~~

[...]

~~Si la valeur des DPI établie comme indiqué ci-dessus peut être est supérieure à 800 000 EUR, le montant d'aide supplémentaire prévu au présent paragraphe consiste en une réduction de prix qui ne peut, excéder 800 000 EUR.». Le montant d'aide supplémentaire est désigne la valeur des DPI transférés qui est établie telle qu'elle est décrite plus haute, y compris la déduction susmentionnée, et qui n'est pas couverte par des fonds propres et/ou d'autres moyens.».~~

- **Article 25 – Aides aux projets de recherche et de développement**

- a) **Les autorités françaises proposent de considérer une phase de recherche appliquée pour les projets regroupant de la recherche industrielle et du développement expérimental**

Les règles inscrites dans le RGEC sont complexes et requièrent un niveau d'expertise technique élevé qui se traduit par un investissement important pour les États membres, la Commission européenne, les entreprises et les organismes de recherche, alors que les aides à la recherche et au développement, en amont des marchés, sont les moins susceptibles d'engendrer des effets négatifs sur le marché. Afin d'accélérer le traitement des aides sans introduire de risques supplémentaires en termes de distorsion de la concurrence, les autorités françaises proposent que le projet de révision RGEC intègre une nouvelle définition de la recherche appliquée qui permettrait de rassembler la recherche industrielle et le développement expérimental tel qu'entendus au sens de l'article 1.3, points (r) et (k) de l'encadrement des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation.

Les autorités françaises proposent donc les modifications suivantes au projet de révision RGEC :

Proposition d'amendement

Article 2 :

« Recherche appliquée»: la recherche industrielle, le développement expérimental ou toute combinaison des deux au sein d'un même projet d'une même entreprise ;

La nouvelle définition de recherche appliquée implique enfin de modifier les seuils de notification de l'article 4. Pour que ces seuils soient alignés aux exigences de recherche appliquée, il est proposé d'ajouter la modification suivante :

Proposition d'amendement :

Article 4

i) en ce qui concerne les aides à la recherche et au développement:

i) si le projet consiste à titre principal en de la recherche fondamentale: 50 millions EUR par entreprise et par projet. C'est le cas lorsque plus de la moitié des coûts admissibles du projet sont liés à des activités relevant de la catégorie de la recherche fondamentale,

ii) si le projet consiste à titre principal en de la recherche industrielle **ou de la recherche appliquée**: 25 millions EUR par entreprise et par projet. C'est le cas lorsque plus de la moitié des coûts admissibles du projet sont liés à des activités relevant de la catégorie de la recherche industrielle **ou recherche appliquée** ou des catégories de la recherche industrielle **ou recherche appliquée** et de la recherche fondamentale prises ensemble.

Les autorités françaises se montrent favorables aux évolutions proposées dont notamment l'intégration des pôles numériques dans la définition des pôles d'innovation ainsi que l'intégration des aides aux infrastructures d'essai et d'expérimentation.

b) Intensités d'aides

Dans le cadre de la consultation de la Commission européenne relative à l'encadrement des aides d'État à la RDI, les autorités françaises ont proposé que, pour la recherche fondamentale, le taux d'intensité d'aide soit maintenu à son niveau actuel de 100 % et que les taux concernant les études de faisabilité et la recherche appliquée (qui comprendrait la recherche industrielle et le développement expérimental) soient portés respectivement à 85 %, 75 % ou 65 %, selon qu'il s'agit d'une petite, d'une moyenne ou d'une grande entreprise. Pour ces deux dernières catégories, le niveau de la prime en cas de recours à une collaboration effective pourrait demeurer à son niveau actuel de 15 %, en intégrant toutefois une limite afin que le taux maximum d'aide n'excède pas 95 % pour les petites entreprises.

Les autorités françaises considèrent souhaitable que, comme c'est le cas actuellement, les taux d'intensité d'aide dispensés de notification au titre du RGEC révisé coïncident avec les taux d'intensité d'aide autorisés au titre l'encadrement des aides d'État à la RDI révisé. Elles soutiennent donc un rehaussement équivalent des taux d'intensité pour les aides aux projets de recherche et de développement prévus à l'article 25 du RGEC.

Dès lors, il est proposé d'ajouter la modification suivante à l'article 25. Aides aux projets de recherche et de développement au paragraphe 5.

Proposition d'amendement :

Article 25

§5 L'intensité des aides pour chaque bénéficiaire n'excède pas :

- a) 100 % des coûts admissibles pour la recherche fondamentale
- b) 65 % des coûts admissibles pour la recherche appliquée**
- c) 50 % des coûts admissibles pour la recherche industrielle
- d) 25 % des coûts admissibles pour le développement expérimental
- e) 50 % des coûts admissibles pour les études de faisabilité

§6 Pour autant qu'elle ne dépasse pas **95 %** des coûts admissibles, l'intensité de l'aide pour la **recherche appliquée**, et 80% pour la recherche industrielle et le développement expérimental peut être majoré :

a) de 10 points de pourcentage pour les moyennes entreprises et de 20 points de pourcentage pour les petites entreprises;

b) de 15 points de pourcentage si une des conditions suivantes est remplie:

i) le projet repose sur une collaboration effective:

— entre des entreprises parmi lesquelles figure au moins une PME, ou est mené dans au moins deux États membres, ou dans un État membre et une partie contractante à l'accord l'EEE, et aucune entreprise unique ne supporte seule plus de 70 % des coûts admissibles, ou

— entre une entreprise et un ou plusieurs organismes de recherche et de diffusion des connaissances, et ce ou ces derniers supportent au moins 10 % des coûts admissibles et ont le droit de publier les résultats de leurs propres recherches;

ii) les résultats du projet sont largement diffusés au moyen de conférences, de publications, de dépôts en libre accès ou de logiciels gratuits ou libres.

iii) le bénéficiaire s'engage à diffuser largement les résultats de la recherche, y compris lorsqu'il s'engage à rendre disponible, en temps utile, les licences pour les résultats de la recherche de projets ayant bénéficié d'une aide, qui sont protégés par les droits de propriété intellectuelle, au prix du marché et sur une base non exclusive et non discriminatoire en vue de leur utilisation par les entreprises intéressées dans l'EEE. (en italique ajout de la DGCOMP dans le projet de RGEC soumis à modification)

c) Les autorités françaises proposent d'adapter le taux forfaitaire

Conformément à la réponse des autorités françaises à la consultation de la Commission européenne relative à l'encadrement des aides à la recherche au développement et à l'innovation (RDI) datée du 3 juin 2021, il est soutenu, dans le cadre de la révision du RGEC, de changer le taux forfaitaire applicable aux coûts totaux directs admissibles du projet de R&D.

Les autorités françaises considèrent que le taux forfaitaire de 15% retenu par la Commission européenne à l'article 25 du projet de révision du RGEC est insuffisant. En effet, les dépenses courantes de R&D hors emploi des entreprises représentent 46 % de leurs dépenses en emploi R&D en France et 50 % en Allemagne (source OCDE 2017)¹. Au total, il convient d'adopter un taux de 45 % qui s'applique aux coûts totaux directs admissibles du projet de R&D.

Elles suggèrent ainsi que l'article 25 paragraphe 3, point e, la modification suivante soit apportée par rapport à la proposition de modification du RGEC soumise à la consultation :

e) Les frais généraux additionnels et autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait des projets ; sans préjudice de l'article 7, paragraphe 1, troisième phrase, les coûts indirects des projets de R&D peuvent également être calculés sur la base d'une approche simplifiée des coûts sous la forme d'un taux forfaitaire maximal de 45 % appliqué au total des coûts directs admissibles du projet de R&D. Dans ce cas, les deux catégories de coûts, directs et indirects, sont établies sur la base des pratiques comptables normales, comprennent uniquement les coûts des projets de R&D admissibles énumérés aux points a) à d) ci-dessus sont dûment justifiés.

Proposition d'amendement :

«e) les frais généraux additionnels et les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait du projet; sans préjudice de l'article 7, paragraphe 1, troisième phrase, les coûts indirects des projets de R&D peuvent également être calculés sur la base d'une approche simplifiée des coûts sous la forme d'un taux forfaitaire maximal de **[15 45 %]** appliqué au total des coûts directs admissibles du projet de R&D. Dans ce cas, les deux catégories de coûts, directs et indirects, sont établies sur la base des pratiques comptables normales, comprennent uniquement les coûts des projets de R&D admissibles énumérés aux points a) à d) ci-dessus et sont dûment justifiées.»;

Par ailleurs, en cas d'utilisation de cette OCS pour des opérations financées en tout ou partie par des Fonds de l'Union, les autorités françaises souhaiteraient que la Commission précise les modalités d'articulation de la mise en œuvre de cette OCS avec les options de coûts simplifiés prévues dans les règlements relatifs à ces fonds, particulièrement aux articles 68 du règlement (UE) n° 1303/2013 et 54 du règlement (UE) n° 2021/1060.≡

e) Les autorités françaises proposent de préciser les règles de cumul

¹ La prise en compte des investissements fait baisser le rapport à 38% pour la France et 44% pour l'Allemagne mais il s'agit d'un minorant car seuls les coûts d'amortissement font partie des coûts admissibles des projets de recherche et développement.

Pour renforcer le caractère incitatif des aides octroyées aux projets de R&D en faveur de l'environnement la révision du RGEC pourrait prévoir un « bonus », le total de l'intensité de l'aide avec ce bonus n'excédant pas 95 % d'intensité d'aide sur l'assiette éligible conjointe.

Pour des raisons d'efficacité économique et de viabilité juridique, il sera nécessaire d'encadrer rigoureusement la définition des dépenses de R&D « verte ».

- **Les autorités françaises proposent d'introduire une catégorie d'entreprise intermédiaire**

La définition des PME (1.3) reprise dans le projet de modification du RGEC est issue de la définition classique de la communication du 6 mai 2003. Un ajustement des seuils pour prendre en compte l'inflation dans la zone euro au cours des 18 dernières années serait nécessaire.

Par ailleurs, les autorités françaises proposent d'intégrer dans le projet de modification RGEC la catégorie intermédiaire de « petites entreprises à moyenne capitalisation ». En effet, le champ d'application du RGEC est limité aux PME admissibles, alors que les contraintes de financement auxquels sont exposés les PME pèsent également sur les petites entreprises à moyenne capitalisation. Or, ces dernières dépassent les seuils d'effectifs et/ou financiers et ne peuvent bénéficier du règlement général d'exemption par catégorie. Inclure les petites entreprises à moyenne capitalisation permettrait de diminuer le risque au niveau du portefeuille et donc accroître le retour sur investissement, ce qui va attirer les investisseurs institutionnels. La Commission a elle-même reconnu l'intérêt de cette question dans ses lignes directrices sur les investissements en faveur du financement à risque².

Les autorités françaises sont attachées à ce que la création d'une catégorie intermédiaire ne conduise pas à complexifier les catégories d'entreprise et les textes européens, européens (il ne s'agirait pas notamment de complexifier les dispositions relatives aux PME) : dès lors les autorités françaises restent évidemment ouvertes à un dialogue technique avec la Commission afin de trouver la meilleure définition possible d'une nouvelle catégorie pertinente entre PME et grandes entreprises.

Paragraphe 3 (a) b)

Les autorités françaises proposent d'inscrire explicitement qu'un investissement matériel doit être amorti selon sa durée réelle d'utilisation, et qu'il est ainsi possible d'amortir 100% de la valeur nette (valeur d'acquisition – valeur résiduelle) d'un investissement dès lors que celui-ci est obsolète à l'issue du projet. Beaucoup d'entreprises méconnaissent en effet cette possibilité et préfèrent par prudence utiliser la durée normale d'utilisation (ex : 5 à 10 ans pour un outillage) y compris lorsqu'il s'agit d'investir dans un démonstrateur ou une ligne pilote qui n'aura pas d'autre valeur que sa valeur résiduelle (soit sa valeur de revente) à l'issue du projet.

Proposition d'amendement :

(17) l'article 25 est modifié comme suit :

(new) (a) bis au paragraphe 3, le point b) est complété comme suit :

b) les coûts des instruments et du matériel, dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour le projet. Lorsque ces instruments et ce matériel ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie dans le cadre du projet, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux principes comptables généralement admis, sont jugés admissibles. **La durée d'amortissement retenue pour le calcul de ces coûts**

² Lignes directrices relatives aux aides d'Etat visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques (2014/C 19/04).

correspond à la durée réelle d'utilisation prévue. Cette durée peut être limitée à la durée du projet si aucune réutilisation des instruments et du matériel n'est envisagée à l'issue du projet;

- **Article 36 – Aide à l'investissement en faveur de la protection de l'environnement, y compris la protection du climat**

Paragraphe 1 bis

Le paragraphe 1 *bis* prévoit que : les investissements dans les équipements, les machines et la production industrielle utilisant des combustibles fossiles, à l'exception de ceux utilisant du gaz naturel sont exclus . Les autorités françaises soutiennent ce principe. Toutefois, il nécessite d'être clarifié pour éviter l'exclusion de certains projets en faveur de la décarbonation de l'industrie, actuellement soutenus (par exemple, les projets permettant de réaliser des actions d'efficacité énergétique en aval d'une chaudière centrale au charbon). Ainsi, il paraît nécessaire de préciser que le périmètre retenu est celui de l'investissement concerné, et non la globalité du site où est réalisé l'investissement. De plus, les autorités françaises souhaiteraient que la Commission précise qu'il existe un seuil de tolérance pour les équipements d'appoint / secours utilisant des combustibles fossiles autres que le gaz naturel.

Enfin, le paragraphe 1 bis dispose que « Le présent article s'applique aux investissements dans les équipements, les machines et la production industrielle utilisant l'hydrogène dans la mesure où l'hydrogène utilisé peut être qualifié d'hydrogène renouvelable ou d'hydrogène bas carbone ». Or, les autorités françaises souhaiteraient qu'il soit expressément confirmé que le champ d'application de l'article 36 n'est pas limité aux investissements pour les équipements, machines, et la production industrielle qui utilise l'hydrogène, dans la mesure où l'ensemble des solutions décarbonées doivent être admises dans le champ d'application de l'article 36. Par ailleurs, la production d'énergie bas carbone doit être expressément prévue dans le cadre de l'article 36. Cette vérification est d'autant plus nécessaire que l'article 41 du projet de RGEC révisé réserve le bénéfice des aides à l'investissement à la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. Dans ce cadre, la production de l'énergie bas-carbone doit pouvoir être compensée dans le cadre de l'article 36 relatif à la protection du climat.

Proposition d'amendement :

«1 *bis*. Le présent article ne s'applique pas aux mesures pour lesquelles des règles plus spécifiques sont énoncées aux articles 36 *bis*, 36 *ter* et 38 à 48. Le présent article ne s'applique pas non plus aux investissements dans les équipements, les machines et la production industrielle utilisant des combustibles fossiles **autrement que pour des besoins d'appoint ou de secours**, à l'exception de ceux utilisant du gaz naturel, **le tout au périmètre de ces investissements**. Le présent article s'applique aux investissements dans les équipements, les machines et la production industrielle utilisant l'hydrogène dans la mesure où l'hydrogène utilisé peut être qualifié d'hydrogène renouvelable ou d'hydrogène bas carbone. Dans un tel cas, l'État membre veille à ce que l'exigence d'utilisation d'hydrogène renouvelable [ou d'hydrogène bas carbone] soit respectée tout au long de la durée de vie économique de l'investissement.»;

Paragraphe 2

Concernant la modification du paragraphe 2, points &) et b), les autorités françaises approuvent l'élargissement aux investissements permettant d'augmenter la protection de l'environnement à l'échelle des activités du bénéficiaire mais également d'autres entités. Il est nécessaire que la Commission précise la portée de cet assouplissement ou crée un article spécifique afin de s'assurer que cette modification ouvre la

possibilité de financer i) des investissements entraînant un abattement chez les fournisseurs/sous-traitants du bénéficiaire ; ii) les investissements permettant un abattement des émissions chez les clients dans le cadre des contrats de performance énergétique ; iii) l'écoconception pour améliorer la performance environnementale des produits et donc réduire l'impact environnemental des clients. Les autorités françaises demandent à la Commission européenne de préciser les conditions de compatibilité des aides octroyées dans le cadre de ces montages. La situation des montages avec tiers-financement pourrait également faire l'objet d'éclaircissements afin d'assurer la sécurité juridique de ces projets.

Paragraphe 2 ter

Les autorités françaises demandent à la Commission si la prise en compte des émissions liées au renforcement du réseau électrique ne serait pas de nature à remettre en cause le bonus pour émission directe nulle en cas d'électrification. Dans le cas d'une électrification d'un procédé basé sur des combustibles fossiles, il faut s'assurer que la prise en compte des émissions indirectes liées à la surconsommation électrique ne serait pas de nature à remettre en cause le soutien à ces investissements ainsi que le bonus de 10 points de pourcentage liés à l'effacement de ces émissions directes. Il pourrait être précisé que l'augmentation des émissions indirectes ne doit pas être supérieure à la baisse des émissions directes.

Proposition d'amendement :

2 ter. Lorsque l'aide vise à réduire les émissions directes, en particulier les émissions de gaz à effet de serre, ces réductions ~~ne sont pas compensées par des~~ **doivent être supérieures aux éventuelles** augmentations des émissions indirectes résultant du même investissement.»;

Paragraphe 5

Les autorités françaises approuvent l'évolution de la solution de référence et la consécration de la possibilité de se référer à un contrefactuel correspondant au maintien des équipements existants. Compte tenu de la référence à la pratique commerciale normale et aux incitations générées par le système SEQUE-UE, les autorités françaises demandent à la Commission si l'investissement de référence doit être conforme aux BREFs (ou référence équivalente aux meilleurs technologies disponibles) ou à une référence marché moyenne. Les autorités françaises proposent que l'interprétation retenue soit en priorité celle de la référence marché moyenne qui permettra un soutien plus large aux projets d'amélioration de la protection de l'environnement.

De plus, il est précisé que le financement par crédit-bail constitue simplement une modalité de financement de l'acquisition. Par conséquent, les autorités françaises considèrent que le calcul des coûts admissibles devrait se faire au regard des coûts d'acquisition, référence utilisée au point a).

Enfin, malgré l'accueil favorable à l'évolution de la solution contrefactuelle, les autorités françaises souhaiteraient que soit préservée la faculté de déterminer l'assiette de coûts admissibles soit par l'identification directe des coûts de l'investissement dans la protection de l'environnement lorsqu'ils peuvent être identifiés comme investissement distincts, soit par l'établissement d'un scénario contrefactuel, l'alternative entre ces deux méthodes étant en effet supprimée par le projet actuel.

Proposition d'amendement :

«5. Les coûts admissibles sont les coûts d'investissement supplémentaires en faveur de l'environnement déterminés en comparant les coûts de l'investissement à ceux d'un investissement contrefactuel qui serait entrepris en l'absence d'aide:
a) lorsque le contrefactuel consiste en un investissement moins respectueux de l'environnement qui correspond à une pratique commerciale normale dans le secteur ou pour l'activité concernée,

les coûts admissibles consistent en la différence entre les coûts de l'investissement et les coûts de l'investissement contrefactuel;

b) lorsque le contrefactuel consiste en le même investissement entrepris ultérieurement, les coûts admissibles consistent en la différence entre les coûts de l'investissement et la VAN des coûts de l'investissement contrefactuel, actualisés au moment où l'investissement bénéficiant de l'aide serait réalisé;

c) lorsque le contrefactuel entraînerait le maintien des installations existantes et des équipements existants, les coûts admissibles consistent en la différence entre les coûts de l'investissement et la VAN des coûts du maintien, de la réparation et de la modernisation de l'investissement contrefactuel, actualisés au moment où l'investissement bénéficiant de l'aide serait réalisé;

~~d) dans le cas d'équipements faisant l'objet de contrats de crédit-bail, les coûts admissibles consistent en la différence de VAN entre la location de ces équipements et la location des équipements qui seraient utilisés en l'absence d'aide; les coûts de location n'incluent pas les coûts liés à l'exploitation de l'équipement ou de l'installation (carburant, assurance, entretien, autres consommables), qu'ils fassent ou non partie du contrat de location.~~

Paragraphe 6

Les autorités françaises souhaitent que la Commission précise si les émissions directes nulles (permettant d'augmenter le taux d'aide) doivent être atteintes sur le périmètre du projet visé par l'aide ou sur le périmètre du site concerné. En effet, si le périmètre site était envisagé, cela signifierait qu'aucun projet ne pourrait bénéficier du bonus de 10% d'effacement des émissions directes car cela signifierait que le site industriel n'émet plus de CO₂, ce qui est hautement improbable. Une précision en ce sens pourrait être ajoutée.

Proposition d'amendement :

«6. L'intensité de l'aide n'excède pas 40 % des coûts admissibles. Lorsque l'investissement donne lieu à des émissions directes nulles **au périmètre de ce dernier**, l'intensité de l'aide peut atteindre 50 %.»;

Paragraphe 6 ter

La possibilité de recourir à une mise en concurrence ne paraît pas adaptée et doit rester une simple faculté pour déroger au taux classique. Par ailleurs, dans le cas où une mise en concurrence serait nécessaire, le taux de 75% pour le critère « prix » paraît surévalué au regard des réalités industrielles très diverses. Les autorités françaises souhaitent donc que ce taux soit abaissé à 50%.

Proposition d'amendement :

c) les critères de sélection peuvent également porter sur d'autres aspects, notamment environnementaux, technologiques, géographiques ou sociaux, pour autant qu'ils soient liés à l'objectif de la mesure. [L'offre soumise ou le prix d'équilibre ne représentent pas moins de ~~75%~~ **50%** de la pondération des critères de sélection.]

- **Article 36 bis – Aide à l'investissement en faveur des infrastructures de recharge ou de ravitaillement**

Paragraphe 2

Les autorités françaises sont favorables à l'obligation de justifier du respect des seuils d'émission pendant toute la durée de vie économique de l'infrastructure y compris pour l'hydrogène bas carbone, uniquement si celui-ci est défini par référence à une approche du mix énergétique moyen et non à une approche marginale (paragraphe 102 sexies de l'article 2) car dans ce cas le bénéficiaire ne pourra pas justifier du respect du critère de seuil.

Paragraphe 4 et 5

Au paragraphe 4, les autorités observent qu'une procédure systématique de mise en concurrence peut s'avérer inadaptée pour atteindre les objectifs de massification des projets permettant d'atteindre les objectifs climatiques de l'UE ou de maillage du territoire. Les États membres devraient donc avoir la possibilité de ne pas y recourir avec un taux d'intensité moindre (cf. point 4 ci-dessous).

Par ailleurs, pour les cas où cette mise en concurrence reste pertinente et est utilisée, il serait souhaitable que la Commission supprime la prépondérance du critère prix, afin de pouvoir privilégier des solutions plus qualitatives. Les autorités françaises suggèrent de fixer à 50% le taux du critère « prix ».

Proposition d'amendement :

~~4. Les aides prévues au présent article sont octroyées dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence telle que définie à l'article 2, point 38, qui satisfait à toutes les conditions supplémentaires suivantes:~~

~~(a) l'octroi de l'aide est fondé sur des critères d'admissibilité et de sélection clairs, transparents et non discriminatoires;~~

~~(b) les critères de sélection sont fondés principalement sur l'offre soumise ou le prix d'équilibre;~~

~~(c) les critères de sélection peuvent également porter sur d'autres aspects, notamment environnementaux, technologiques, géographiques ou sociaux, pour autant qu'ils soient liés à l'objectif de la mesure. L'offre soumise ou le prix d'équilibre ne représentent pas moins de 75 % de la pondération des critères de sélection.~~

4. L'intensité de l'aide n'excède pas 60% pour les infrastructures fonctionnant avec de l'énergie bas carbone et les infrastructures fonctionnant avec de l'énergie renouvelable.

~~5. L'intensité de l'aide peut atteindre 100 % des coûts admissibles.~~

5. Lorsque les aides prévues au présent article sont octroyées dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence telle que définie à l'article 2, point 38, qui satisfait à toutes les conditions supplémentaires suivantes:

(a) l'octroi de l'aide est fondé sur des critères d'admissibilité et de sélection clairs, transparents et non discriminatoires;

(b) les critères de sélection sont fondés principalement sur l'offre soumise ou le prix d'équilibre;

(c) les critères de sélection peuvent également porter sur d'autres aspects, notamment environnementaux, technologiques, géographiques ou sociaux, pour autant qu'ils soient liés à l'objectif de la mesure. L'offre soumise ou le prix d'équilibre ne représentent pas moins de 75 % 50% de la pondération des critères de sélection.

L'intensité de l'aide peut atteindre 100 % des coûts admissibles.

Paragraphe 8

Au paragraphe 8, il est indiqué que la nécessité de l'aide devra être démontrée par une consultation publique ou une étude de marché justifiant la défaillance de l'initiative marché à trois ans ce qui paraît très complexe à mettre en œuvre, avec une dérogation lorsque les véhicules concernés représentent moins de 2% du

nombre total de véhicules sur le marché national. Cela représente une contrainte majeure pour les bornes de recharges électriques et ne devrait pas être applicable pour les infrastructures hydrogène.

- **Article 36 ter – Aides à l'investissement en faveur de l'acquisition des véhicules propres ou de véhicules à émission nulle et de la mise à niveau des véhicules**

Paragraphe 1

Les autorités françaises notent que le texte n'aborde pas le report modal et le développement des services de mobilité (comme le vélo ou l'autopartage). Les autorités françaises souhaitent que ces thématiques soient couvertes par le RGEC.

Paragraphe 2

Les bateaux fluviaux, tout comme les navires, peuvent atteindre les critères d'un véhicule propre défini au paragraphe 2 de la présente proposition sans systématiquement utiliser de l'électricité ou l'hydrogène. Cette limitation remet en cause le principe de neutralité technologique qui doit guider l'action publique et les aides d'Etat et restreint les possibilités d'innovation et l'emploi des autres carburants et technologies alternatifs notamment les biocarburants, le GNL, le biométhane, l'ammoniaque ou le méthanol, qui peuvent présenter un intérêt certain pour la réduction des émissions de CO2 et de gaz polluants.

De plus, il convient d'inclure le secteur aérien pour couvrir les activités au sol et accompagner leur processus d'électrification.

Proposition d'amendement :

2. Les aides sont octroyées pour l'achat ou la location, pour une durée d'au moins 12 mois, de véhicules propres ou à émission nulle pour le transport routier, ferroviaire, ~~fluvial~~ **aérien** et maritime, alimentés au moins en partie à l'électricité ou à l'hydrogène, ainsi que pour la mise à niveau de véhicules leur permettant d'être considérés comme des véhicules propres ou des véhicules à émission nulle.

(new) 2. bis Les aides sont octroyées pour l'achat ou la location, pour une durée d'au moins 12 mois, de véhicules propres ou à émission nulle pour le transport fluvial et le transport maritime ainsi que pour la mise à niveau de véhicules leur permettant d'être considérés comme des véhicules propres ou des véhicules à émission nulle.

Paragraphe 4, 5 et 6

Les autorités françaises souhaiteraient que la Commission assouplisse l'obligation de recourir systématiquement à une procédure de mise en concurrence, afin de préserver la possibilité d'accompagner le déploiement de la mobilité propre et de lutter massivement contre la pollution de l'air. Les autorités françaises souhaitent que la Commission offre aux États-membres une option sans procédure de mise en concurrence avec un taux d'aide réduit.

Par ailleurs, la procédure de mise en concurrence mise en place pourrait s'avérer contreproductive dès lors que le critère prix doit être prépondérant au détriment de tout autre critère (limité à 25% du coût du projet). Cela contribue à soutenir les projets les moins chers, ce qui paraît peu compatible avec les objectifs de massification des aides, les objectifs climatiques, et pourrait être de nature à limiter l'innovation. Il convient donc de supprimer la répartition 25/75. Les autorités françaises suggèrent de fixer à 50% le taux du critère « prix ».

Proposition d'amendement :

(new) 6 bis. Lorsque l'aide n'est pas attribuée dans le cadre d'une mise en concurrence, l'intensité de l'aide n'excède pas 40% des coûts admissibles.

Elle peut être majorée de 10 points de pourcentage pour les aides octroyées aux moyennes entreprises et de 20 points de pourcentage pour celles octroyées aux petites entreprises.

L'intensité de l'aide peut être majorée de 15 points de pourcentage pour les investissements effectués dans des zones assistées remplissant les conditions de l'article 107, paragraphe 3, point a), du traité et de 5 points de pourcentage pour les investissements effectués dans des zones assistées remplissant les conditions de l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité.

Paragraphe 7

Les autorités françaises souhaitent enfin interroger la Commission sur la mise en œuvre du paragraphe 7 et sur les moyens par lesquels les États membres pourront s'assurer du respect du critère. De plus, la Commission pourra préciser si la notion « d'aides à l'achat des véhicules propres ou des véhicules à émission nulle loués » s'apprécie uniquement à l'aune de la notion d'aides d'Etat ou inclue d'autres aides de type bonus écologique.

- **Article 38 – Aides à l'investissement en faveur des mesures d'efficacité énergétique**

Les autorités françaises souhaitent savoir si l'article 38 couvre toujours l'efficacité énergétique en industrie, ou si cette disposition est restreinte à l'efficacité énergétique des bâtiments (auquel cas l'efficacité énergétique en industrie serait couverte par l'article 36). Dans le premier cas, les autorités françaises demandent les modifications suivantes :

Proposition d'amendement :

«2. Les aides ne sont pas autorisées au titre du présent article pour tout investissement réalisé afin de garantir que les entreprises se conforment à des normes de l'Union qui ont déjà été adoptées, même si elles ne sont pas encore entrées en vigueur. Les aides encourageant les entreprises à se conformer aux nouvelles normes de l'Union non encore en vigueur, qui augmentent le niveau de protection de l'environnement, peuvent être octroyées au titre du présent article pour autant que la norme de l'Union ait été adoptée et que l'investissement pour lequel l'aide est octroyée soit mis en œuvre et finalisé au moins 18 mois avant la date d'entrée en vigueur de la norme concernée. »;

Suppression du paragraphe 2 bis

«3. Les coûts admissibles sont les coûts d'investissement supplémentaires nécessaires pour parvenir à un niveau d'efficacité énergétique supérieur. Ils sont déterminés comme suit, en comparant les coûts de l'investissement à ceux de l'investissement contrefactuel qui serait entrepris en l'absence d'aide:

[...]

(new) « f) lorsque l'investissement consiste en un investissement clairement identifiable visant exclusivement à améliorer l'efficacité énergétique, pour lequel il n'y a pas

d'investissement contrefactuel moins respectueux de l'environnement, les coûts admissibles sont les coûts totaux liés à la protection de l'environnement »

Paragraphe 3 bis : préciser le taux d'aide pour l'efficacité énergétique en industrie.

- **Article 41 – Aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, de l'hydrogène renouvelable et de la cogénération à haut rendement**

Paragraphe 1

Les autorités françaises saluent l'extension de l'art. 41 à la production d'hydrogène mais relèvent que cette production est strictement réservée à l'hydrogène renouvelable. Il est nécessaire de préciser que l'hydrogène bas carbone, ainsi que l'hydrogène matière pour un usage dans l'industrie, sont couverts par cette disposition. De plus, en raison de la dissociation des installations de production et des réseaux de chaleur au sein de l'art. 45, il serait utile que la commission confirme que la récupération de chaleur/froid est couverte par la section sur la production d'énergie ou qu'elle précise, à défaut, sur quelle base on peut aider ce type d'investissement.

Proposition d'amendement :

1. Les aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, de l'hydrogène renouvelable, **de l'hydrogène bas carbone, y compris l'hydrogène matière pour un usage dans l'industrie** et de la cogénération à haut rendement sont compatibles avec le marché intérieur au sens de l'article 107, paragraphe 3, du traité et sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité, pour autant que les conditions prévues par le présent article et au chapitre I soient remplies. **Les aides d'Etat en faveur de l'énergie produite à partir de sources renouvelables utilisant les déchets, y compris la chaleur résiduelle, comme combustible d'alimentation peuvent être aidées sur le fondement de cet article, à condition de ne pas se soustraire au principe de hiérarchie des modes de traitement des déchets**»;

Paragraphe 3

Cette version de l'article 41 ne semble pas viser le soutien aux piles à combustible stationnaires, permettant de fournir de l'électricité en substitution à des groupes électrogènes diesels. Les autorités françaises souhaiteraient que cette possibilité soit expressément incluse dans le RGEC. Des amendements pour inclure l'hydrogène bas carbone sont également proposés.

3. Les aides à l'investissement en faveur de la production d'hydrogène ne sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité que pour les installations produisant exclusivement de l'hydrogène renouvelable **et de l'hydrogène bas carbone**. Pour les projets faisant appel à l'hydrogène renouvelable et **à l'hydrogène bas carbone** et consistant en un électrolyseur et une ou plusieurs unités de production d'énergie renouvelable derrière un seul point de raccordement au réseau, la capacité de l'électrolyseur ne dépasse pas la capacité combinée des unités de production d'énergie renouvelable. Les aides à l'investissement peuvent couvrir des

infrastructures réservées en vue du transport ou de la distribution d'hydrogène renouvelable **et d'hydrogène bas carbone**, ainsi que des installations de stockage de l'hydrogène renouvelable **et de l'hydrogène bas carbone**. **Les aides à l'investissement peuvent couvrir les piles à combustible pour les usages stationnaires permettant de fournir de l'électricité en substitution des groupes électrogènes diesels ».**

Paragraphes 7 et 8

Les autorités françaises souhaiteraient modifier la rédaction du paragraphe 7 pour clarifier la lecture combinée de ce paragraphe et du paragraphe 8 et pour indiquer expressément la possibilité d'appliquer le taux maximal aux installations de production d'énergies renouvelables disposant d'un appoint fossile (par exemple, une chaufferie biomasse avec un appoint gaz).

Proposition d'amendement

7. L'intensité de l'aide n'excède pas:

(new) a) 45% pour la production d'hydrogène renouvelable et les investissements utilisant des sources d'énergie renouvelables, y compris la cogénération verte. Cette disposition inclut les installations ENR conservant une solution d'appoint fossile, ainsi que les installations utilisant les déchets, y compris la chaleur résiduelle, comme combustible d'alimentation ;

b) 45 % des coûts admissibles pour la production ~~d'énergie à partir de sources renouvelables, de l'hydrogène renouvelable, d'hydrogène bas carbone~~ et de la cogénération à haut rendement;

c) 15 % des coûts admissibles pour des projets impliquant le stockage de l'électricité.»;

Paragraphe 9

Les autorités françaises relèvent que le bonus AFR a été supprimé alors même que certaines zones pourraient nécessiter de maintenir un taux d'aide plus élevé compte tenu des contraintes locales (insularité etc.). Il est donc demandé de rétablir, dans la nouvelle version du paragraphe 9, l'ancienne majoration de l'intensité de l'aide à destination des zones assistées.

Proposition d'amendement :

«9. L'intensité de l'aide peut être majorée de 15 points de pourcentage pour les investissements utilisant uniquement des sources d'énergie renouvelables, y compris la cogénération verte, **ainsi que pour les investissements effectués dans des zones assistées remplissant les conditions de l'article 107, paragraphe 3, point a), du traité et de 5 points de pourcentage pour les investissements effectués dans des zones assistées remplissant les conditions de l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité.**

Paragraphe 10

Les autorités françaises approuvent cette disposition dès lors qu'il n'est pas fait référence à la prépondérance d'un critère prix et qu'elle permet de mener des appels d'offres par technologies.

Par ailleurs, les autorités françaises souhaiteraient que cette possibilité de financer 100% des coûts admissibles soit expressément étendue aux projets de production d'énergie renouvelable portés par les collectivités territoriales (notamment dans le cadre du service public de chauffage urbain local) dont l'effet potentiel ou réel sur les échanges entre États membres s'avère très limité et qui concourent en première ligne aux objectifs de réduction des émissions de CO2 et de sécurisation des approvisionnements locaux.

Proposition d'amendement :

(new) 10 bis. Cette possibilité d'accorder une aide atteignant 100% des coûts admissibles s'applique également aux projets de production d'énergies renouvelables portés par les collectivités territoriales.

- **Article 43 - Aides au fonctionnement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de l'hydrogène renouvelable dans des installations de petite taille et en faveur de la promotion des communautés d'énergie renouvelable**

Paragraphe 2

Les autorités françaises s'opposent à la modification des seuils à partir desquels les aides au fonctionnement pour les installations de petite taille ne bénéficient plus du RGEC. En effet, le rehaussement des seuils proposés par la Commission aura pour conséquence d'exclure un nombre significatif de financements accordés à des petites installations qui participent à la décarbonation de notre économie, ce qui ne correspond ni à la réalité des capacités des petites installations, ni à l'atteinte de nos objectifs climatiques. De plus, il serait souhaitable de préciser si cet article vise l'usage stationnaire d'hydrogène pour la production d'électricité relevant du a) ou la production d'hydrogène relevant du b).

Proposition d'amendement :

2. L'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité que si les projets n'excèdent pas les seuils suivants :

a) pour les projets de production ou de stockage d'électricité: les projets inférieurs ~~au seuil applicable fixé à l'article 5 du règlement (UE) 2019/943; à 1MW et 6 machines de 3MW pour les~~ **éoliennes ;**

b) pour les technologies de production de chaleur et de production de gaz à partir de sources renouvelables: les projets d'une capacité installée inférieure à ~~400 kW à 1MW et 3MW pour les~~ **installations produisant du biométhane injecté dans les réseaux ;**

Le seuil de 1 MW est porté à 6 MW pour les projets détenus entièrement par des PME ou par des communautés d'énergie renouvelable. Aux fins du calcul de ces capacités maximales, les installations de petite taille ayant un point de connexion commun au réseau électrique sont considérées comme une installation unique.»;

(b) les paragraphes 2 bis et 2 ter suivants sont insérés:

2 bis. Les aides en faveur des communautés d'énergie renouvelable ne sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité que pour les projets d'une capacité installée inférieure à 6 MW réalisés par des entités répondant à la définition de communauté d'énergie renouvelable.

2 ter. Les aides au fonctionnement en faveur de la production d'hydrogène ne sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité que pour les installations produisant exclusivement de l'hydrogène renouvelable **ou bas carbone**.»;

Paragraphe 4 bis

Les autorités françaises ne sont pas favorables à la dérogation introduites pour le gaz naturel pour les financements en faveur de la cogénération à haut rendement. En cohérence avec les exigences des lignes directrices Énergie-Environnement, il n'est pas souhaitable d'encourager les investissements dans le gaz naturel, sauf s'il est démontré qu'il n'y a pas d'effet *lock-in*. À cette fin, il est important que les projets de cogénérations intégrant du gaz naturel soient notifiés à la Commission.

Proposition d'amendement :

«4 bis. Les aides à l'investissement en faveur de la cogénération à haut rendement ne sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité que si elles ne concernent pas les installations de cogénération à combustibles fossiles, ~~à l'exception du gaz naturel lorsque le respect des objectifs climatiques pour 2030 et 2050 est assuré.~~»

- **Article 44 – Aides sous forme de réductions fiscales accordées en vertu de la directive 2003/96/CE**

Cas des entreprises grandes consommatrices d'énergie

Dans sa rédaction actuelle, l'article 44 du RGEC prévoit que les régimes d'aides sous forme de réductions de taxes environnementales sont exemptés de notification dès lors qu'ils remplissent les conditions fixées par la directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité (DTE).

Le projet de révision du RGEC prévoit d'introduire de nouvelles conditions s'agissant des entreprises grandes consommatrices d'énergie. Ainsi, ces régimes d'aides ne bénéficieraient d'une exemption de notification, sur le fondement de l'article 44 du RGEC, qu'à la condition qu'il soit exigé des bénéficiaires qu'ils respectent des conditions garantissant une augmentation de l'efficacité énergétique et des investissements dans des projets entraînant des réductions substantielles des émissions de gaz à effet de serre.

Les régimes d'aides qui ne rempliraient pas ces conditions ne pourraient pas bénéficier d'une exemption de notification sur le fondement du RGEC, mais devraient être notifiés à la Commission, qui en appréciera la compatibilité avec le droit des aides d'État sur le fondement des lignes directrices concernant les aides d'État au climat, à la protection de l'environnement et à l'énergie (CEEAG), actuellement en cours de révision.

Conformément aux conclusions du Conseil invitant la Commission à réviser cette directive, une proposition de révision de la DTE a été publiée le 14 juillet 2021, qui doit permettre d'aligner la taxation des produits énergétiques et de l'électricité sur les politiques de l'Union en matière d'énergie, d'environnement et de climat. Cette proposition de révision, d'une part, réforme la structure des tarifs minima de taxation (introduction de nouveaux tarifs minima et hausse ou harmonisation des tarifs minima existants) et, d'autre part, modifie de nombreux tarifs réduits sectoriels constitutifs d'aides d'État. Elle supprime en particulier le caractère obligatoire de certaines exonérations sectorielles, faisant ainsi entrer ces dernières dans le champ du droit des aides d'État.

En méthode, les autorités françaises considèrent que les questions liées à l'encadrement des réductions de taxes environnementales harmonisées, notamment en faveur des entreprises grandes consommatrices d'énergie, doivent en premier lieu être évoquées dans le cadre des discussions à venir sur la révision de la

DTE. Ce n'est qu'au terme de ces discussions que des conséquences pourront être tirées en matière de réglementation relative aux aides d'État. Dans le groupe des questions fiscales du Conseil, une majorité d'États membres a d'ores et déjà souligné que les démarches parallèles engagées sur les deux textes ne permettraient pas de conduire les travaux de révision de la DTE dans des conditions satisfaisantes. En outre, les modifications apportées doivent concerner également la pêche afin que ce secteur puisse bénéficier de la disposition de l'article 44 du RGEC, dès lors qu'il est nécessaire que le traitement de l'ensemble des régimes fiscaux sectoriels soit homogène au regard du droit des aides d'État.

Sur le fond, les autorités françaises sont réservées quant à l'idée que le droit des aides d'État vienne ajouter des conditions d'éligibilité aux tarifs réduits d'accise lorsque ces tarifs sont supérieurs aux tarifs minima de taxation. De telles conditions, lorsqu'elles sont pertinentes, doivent être introduites directement au sein du texte fiscal pour assurer la cohérence de la politique fiscale et sa lisibilité juridique. En outre, les dispositifs d'information de la Commission prévus concurremment par le texte fiscal et le RGEC, qui sont redondants, devraient être réexaminés ainsi que la possibilité d'exempter de notification les réductions de taxes qui s'appliquent aux entreprises en difficulté, dès lors que l'exclusion de ces entreprises du bénéfice des tarifs réduits méconnaît le principe de neutralité fiscale.

Cas de certains carburants ou combustibles

Avec la révision du RGEC proposée par la Commission, les réductions de tarifs pour les produits définis à l'article 16, paragraphe 1, de la DTE ne seraient exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3 du traité que dans la mesure où les carburants ou combustibles bénéficiant d'une aide fiscale seraient conformes aux critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre prévus par la directive (UE) 2018/2001 et de ses actes d'exécution ou actes délégués et seraient fabriqués à partir des matières premières répertoriées à l'annexe IX, partie A de la directive.

En conséquence, les aides en faveur des biocarburants et biogaz non avancés au sens de la directive précitée ne pourraient plus être exemptées de notification sur le fondement du RGEC, même si ces biocarburants et biogaz étaient autorisés au titre de la directive et si les tarifs d'imposition qui leur étaient appliqués étaient supérieurs aux tarifs minima de taxation.

Les autorités françaises considèrent que cette question doit être évoquée en premier lieu dans le cadre des discussions à venir sur la révision de la DTE, qui refond la structure de taxation des produits en fonction de leur performance environnementale. Elles ne considèrent pas opportun, tant que les niveaux de taxation excèdent les tarifs minima, que la réglementation des aides d'État puisse remettre en cause les facultés dégagées par le texte fiscal.

- **Article 45 – Aides à l'investissement en faveur de la réparation des dommages environnementaux, de réhabilitation des habitats naturels et des écosystèmes, de la protection ou de la restauration de la biodiversité ou de la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets**

Paragraphe 1

Les autorités françaises approuvent l'élargissement du champ d'application de cet article aux aides à l'investissement en faveur de la réhabilitation et de l'adaptation au changement climatique, mais souhaiterait apporter une clarification à certaines définitions relatives à l'assainissement des sites contaminés (notamment dans leur dimension enlèvement des déchets et démolition ou désamiantage des constructions) et les inscrire expressément (en notant que ces termes sont inscrits dans la stratégie sur les sols de la Commission).

Proposition d'amendement :

1. Les aides à l'investissement en faveur de la réparation des dommages environnementaux, de la réhabilitation des habitats naturels et des écosystèmes, de la protection ou de la restauration de la biodiversité, **de l'assainissement des sites contaminés** ou de la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets sont compatibles avec le marché intérieur au sens de l'article 107, paragraphe 3, du traité et sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité, pour autant que les conditions prévues par le présent article et au chapitre I soient remplies.

Paragraphe 2 et 3

Les autorités françaises soulignent que la restriction des aides à la réparation des dommages n'est pas cohérente avec les exigences faites aux exploitants et à la bonne prévention des dommages environnementaux. Il est souhaitable de financer des projets qui auront vocation à viser non seulement la réparation, mais également la prévention des dommages (comme par exemple l'enlèvement des déchets, le désamiantage ou la démolition des bâtiments) ou à l'amélioration de l'environnement. Cela permettra d'augmenter la portée environnementale des aides en corrigeant également les incidences négatives directes ou indirectes sur les ressources naturelles et fonctions liées.

Proposition d'amendement :

2. Les aides sont octroyées pour des investissements aboutissant à un ou plusieurs des résultats suivants:

- a) la réparation des dommages environnementaux, y compris les dommages causés à la qualité du sol et des eaux de surface ou souterraines ou au milieu marin **et les incidences négatives directes ou indirectes sur les ressources naturelles et fonctions liées ;**
- b) la réhabilitation d'habitats naturels et d'écosystèmes en état de dégradation;
- c) la protection ou la restauration de la biodiversité ou des écosystèmes lorsque ces investissements contribuent à assurer le bon état d'écosystèmes ou à protéger des écosystèmes déjà en bon état;
- d) la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets.

(new) e) l'enlèvement de produits et déchets, réparation pouvant être complétée par la déconstruction de bâtiments ou infrastructures, y compris leur détoxification préalable.

3. Sans préjudice des règles de l'Union en matière de responsabilité pour les dommages environnementaux, en particulier la directive 2004/35/CE du Parlement européen et du Conseil*, lorsque l'entreprise responsable des dommages environnementaux en vertu du droit applicable dans chaque État membre est identifiée, cette entreprise finance les travaux nécessaires à la prévention et à la réparation des dégradations et contaminations environnementales en application du principe du pollueur-payeur, et aucune aide n'est octroyée pour les travaux que l'entreprise serait légalement tenue de réaliser. L'État membre prend toutes les mesures nécessaires, y compris des actions en justice, pour identifier l'entreprise responsable et lui faire supporter les coûts y afférents. Lorsque l'entité responsable en vertu du droit applicable ne peut être identifiée ou tenue de supporter les coûts, notamment parce que l'entreprise responsable a cessé d'exister juridiquement et qu'aucune autre entreprise ne peut être considérée comme son successeur légal, ou lorsqu'il n'existe pas de garantie financière suffisante pour couvrir les coûts de l'assainissement, une aide peut être octroyée pour soutenir l'ensemble du projet **et notamment les travaux nécessaires à la prévention et à la réparation des dégradations et contaminations environnementales.** Aucune aide n'est octroyée pour la mise en œuvre des mesures compensatoires visées à l'article 6, paragraphe 4, de la directive 92/43/CEE du Conseil**. Des aides peuvent être octroyées au titre du présent article pour couvrir les coûts supplémentaires

nécessaires pour élargir la portée, ou porter les ambitions, des mesures en question au-delà des obligations juridiques prévues à l'article 6, paragraphe 4, de la directive 92/43/CEE du Conseil.

Paragraphe 4, 6 et 7

Les coûts admissibles et l'intensité de l'aide diffèrent selon la nature des investissements. Les autorités françaises s'interrogent sur les différences concrètes entre « *réhabilitation d'habitats naturels et d'écosystèmes* » et « *restauration de la biodiversité* », et sur la pertinence de la distinction (notamment dans un souci de simplification et de lisibilité du texte). Elles proposent que l'intensité de l'aide maximale soit portée à 100% dans tous les cas.

Proposition d'amendement :

6. L'intensité de l'aide n'excède pas:

100 % des coûts admissibles pour les investissements dans la réparation des dommages environnementaux ou la réhabilitation d'habitats naturels et d'écosystèmes; dans la protection ou la restauration de la biodiversité et dans des solutions fondées sur la nature pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets.

7. Supprimé

• Article 46 – Aides à l'investissement en faveur des réseaux de chaleur et de froid efficace

Paragraphe 1

Suite à la modification de la définition des réseaux de chaleur et de froid au point 124 de l'article 2, qui n'inclut plus expressément « les installations de production de chaleur/de froid et le réseau (y compris les installations connexes) nécessaires pour distribuer la chaleur/le froid depuis les unités de production jusqu'aux locaux du client », les autorités françaises souhaitent savoir si l'article 46 vise toujours la production de chaleur. Les autorités françaises souhaiteraient que la Commission précise si cet article concerne les installations de production de chaleur et de froid renouvelables et de récupération et, dans le cas contraire, qu'elle précise sur quel fondement ces dernières pourraient être aidées.

Paragraphe 1 bis

Les autorités françaises souhaiteraient que la Commission précise le lien entre les réseaux de chaleur et les systèmes de chauffage et de froid respectivement mentionnés aux points 124 bis et 124 ter de l'article 2.

Paragraphe 1 ter

Les autorités françaises relèvent que cette disposition confirme que les installations de production qui ne sont pas exclusivement ENR peuvent continuer à être aidées sur la base de l'article 46. Elles s'interrogent sur les moyens de vérification d'atteinte des objectifs 2030 et 2050 pour la production d'énergie à base de gaz naturel, ainsi que sur l'inclusion des installations gaz d'appoint (comme dans le cadre du Fonds Chaleur) dans les mêmes conditions.

Proposition d'amendement :

1 ter. Aucune aide n'est octroyée pour la construction ou la modernisation d'installations de production d'énergie à partir de combustibles fossiles, à l'exception du gaz naturel. Les aides à la construction ou à la modernisation de la production d'énergie à base de gaz naturel, **dont les**

installations d'appoint, ne peuvent être octroyées que si le respect des objectifs climatiques pour 2030 et 2050 est assuré.

Paragraphe 3

Les autorités françaises souhaiteraient simplifier les dispositifs d'accompagnement relatifs aux réseaux de chaleur par l'assouplissement des règles sur la qualification d'aides d'état et/ou par l'introduction de modalités moins complexes à mettre en œuvre. Les autorités françaises saluent à ce titre la faculté ouverte au paragraphe 3 d'appliquer un taux d'aide sur coûts admissibles. Le taux d'aide de 30% ne nous semble cependant pas adapté à l'objectif puisque la bonification de 15% pour les investissements utilisant uniquement des sources ENR ne pourra quasiment jamais être appliquée aux réseaux de distribution. En tout état de cause, une telle exigence est beaucoup plus stricte que la définition de réseau de chaleur efficace issue de la directive 2012/27/UE. Les autorités françaises souhaiteraient par conséquent que la Commission porte ce taux à 45% pour les réseaux efficaces au sens de la directive.

Proposition d'amendement :

3. L'intensité de l'aide n'excède pas ~~30~~**45** % des coûts admissibles. Elle peut toutefois être majorée de 20 points de pourcentage pour les aides octroyées aux petites entreprises et de 10 points de pourcentage pour celles octroyées aux moyennes entreprises.

Paragraphe 4

Les autorités françaises souhaitent que le bonus AFR soit réintégré.

Proposition d'amendement :

4. L'intensité de l'aide peut être majorée de 15 points de pourcentage pour les investissements utilisant uniquement des sources d'énergie renouvelables, y compris la cogénération verte, **ainsi que pour les investissements effectués dans des zones assistées remplissant les conditions de l'article 107, paragraphe 3, point a), du traité et de 5 points de pourcentage pour les investissements effectués dans des zones assistées remplissant les conditions de l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité.**

Paragraphe 5

Les autorités françaises souhaitent s'assurer que l'évolution de la définition du « déficit de financement » ne remet pas en cause la méthode du Fonds chaleur qui a été approuvée à plusieurs reprises par la Commission et propose donc de modifier la définition du déficit de financement en ce sens.

Proposition d'amendement :

5. En lieu et place du paragraphe 3, l'intensité de l'aide peut atteindre jusqu'à 100 % du déficit de financement, calculé comme la différence entre les flux de trésorerie positifs et les flux de trésorerie négatifs sur la durée de vie **économique** de l'investissement, comptabilisés à leur valeur actualisée en utilisant le coût du capital **ou un coût d'actualisation approprié.**

Paragraphe 6 (new)

Les autorités françaises souhaiteraient que les projets de réseaux de chaleur portés par les collectivités territoriales (service public de chauffage urbain local) dont l'effet potentiel ou réel sur les échanges entre États

membres s'avère très limité et qui concourent en première ligne aux objectifs de réduction des émissions de CO2 et de sécurisation des approvisionnements locaux puissent être financés à un taux de 100% des coûts admissibles et non du déficit de financement.

Proposition d'amendement

(new) 6. Les réseaux de chaleur portés par les collectivités territoriales dans le cadre d'un service public de la chaleur peuvent être financés à un taux de 100% des coûts admissibles ».

• **Article 47 – Aides à l'investissement en faveur de l'utilisation efficace des ressources et du soutien à la transition vers une économie circulaire**

Les autorités françaises approuvent l'ouverture du périmètre des aides de l'article 47 en faveur de l'utilisation efficace des ressources et la transition vers une économie circulaire, ainsi que la possibilité de soutenir les investissements en faveur de la prévention et du traitement des déchets produits par le bénéficiaire lui-même, en plus de ceux produits par les tiers.

Les autorités françaises tiennent également à souligner l'importance de l'écoconception des produits et la nécessité de favoriser le développement d'une offre globale produit/service, créatrice de valeur par les performances d'usage du produit. Ce nouvel enjeu impose au fabricant de (re)penser la conception du produit/service en intégrant la durabilité et l'utilisation des ressources, l'organisation de la traçabilité des produits et de leur maintenance mais aussi plus globalement le souci de la diminution de l'impact environnemental sur l'ensemble du cycle de vie. Or si cette nouvelle version de l'article 47 permet bien de soutenir « l'écoconception » au stade de la conception des produits, entendue comme l'efficacité matière et l'économie de ressources, il faudrait clairement indiquer la possibilité d'accompagner des investissements liés à l'amélioration de la performance environnementale des produits, procédés et services au stade de leur usage (en allant au-delà de l'innovation). Si une telle possibilité de soutien n'est pas possible au titre de cette disposition, la Commission pourra indiquer si cela est possible sur le fondement de l'article 36.

Paragraphe 2

Les autorités françaises approuvent la possibilité de soutenir les investissements en faveur de la collecte sélective et du tri des déchets ou d'autres produits, matières ou substances aux fins de la préparation en vue du réemploi ou du recyclage mais notent l'absence de possibilité de soutenir les coûts d'exploitation liés à ces objectifs, contrairement à ce qui est prévu dans les lignes directrices relatives aux aides d'Etat dans le domaine de l'énergie et l'environnement qui nécessitent d'être mises en cohérence. Elles proposent d'améliorer encore le champ d'application ouvert par le paragraphe 2 de l'article 47 en y ajoutant : les coûts d'exploitation pour la collecte séparée et le tri des déchets issus d'une collecte sélective aux fins de leur préparation en vue du réemploi et du recyclage.

Proposition d'amendement :

2. Les aides sont octroyées en faveur des types d'investissements suivants:

a) les investissements visant à améliorer l'utilisation efficace des ressources grâce au moins à l'une des mesures suivantes:

- une réduction nette des ressources consommées pour produire une quantité donnée de résultat; les ressources consommées incluent toutes les ressources matérielles consommées, à l'exception de l'énergie, et la réduction est déterminée en mesurant ou en estimant la consommation avant et après la mise en œuvre de la mesure d'aide, en tenant compte des conditions extérieures susceptibles d'avoir une incidence sur la consommation des ressources;
- le remplacement de matières premières primaires par des matières premières secondaires (réemployées ou recyclées);

b) les investissements en faveur de la réduction, de la prévention, de la préparation en vue du réemploi, du tri et du recyclage des déchets produits par le bénéficiaire ou les investissements en faveur de la préparation en vue du réemploi, du tri et du recyclage des déchets produits par des tiers et qui, sinon, seraient inutilisés, éliminés ou traités au moyen d'une opération de traitement de priorité inférieure dans la hiérarchie des déchets visée à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2008/98/CE ou d'une manière moins efficace en ressources, ou qui aboutiraient à une qualité de recyclage moindre;

c) les investissements en faveur de la préparation en vue du réemploi, du tri et du recyclage d'autres produits, matières ou substances générés par le bénéficiaire ou par des tiers et qui, sinon, seraient inutilisés, éliminés ou récupérés d'une manière moins efficace en ressources, ou qui aboutiraient à une qualité de recyclage moindre;

d) les investissements en faveur de la collecte sélective et du tri des déchets ou d'autres produits, matières ou substances aux fins de la préparation en vue du réemploi ou du recyclage.

e) les coûts d'exploitation pour la collecte séparée et le tri des déchets issus d'une collecte sélective aux fins de leur préparation en vue du réemploi et du recyclage.

Paragraphe 3

Le paragraphe 3 exclut les opérations de valorisation énergétique des déchets, comme c'est déjà le cas dans l'actuel RGEC. La Commission a pourtant précisé au point 194 du projet de révision des lignes directrices Énergie-Environnement que « *Les aides relatives à la récupération de la chaleur résiduelle provenant de processus de production ou les aides relatives au CUC seront évaluées dans les conditions applicables aux aides à la réduction des émissions de gaz à effet de serre énoncées à la section 4.1 (suppression des gaz à effet de serre et soutien aux renouvelables)* ». Les services de la Commission ont par ailleurs confirmé à l'occasion des échanges relatifs aux lignes directrices que le point 194 incluait bien les combustibles solides de récupération (CSR). Les autorités françaises souhaiteraient par conséquent que le paragraphe 3 de l'article 47 du RGEC permette de soutenir « la récupération de la chaleur résiduelle provenant des déchets sous réserve de justifier du respect du principe de hiérarchie des déchets, et notamment des installations CSR ». Il est indispensable que le RGEC couvre ces projets *soit* au sein de l'article 47, *soit* au sein de l'article 36 du RGEC.

Proposition d'amendement :

3. Les aides en faveur d'opérations d'élimination et de valorisation des déchets visant à produire de l'énergie ne sont pas exemptées, en vertu du présent article, de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité. **Sous réserve de justifier du respect du principe de hiérarchie des modes de traitement des déchets, la récupération de la chaleur résiduelle provenant des déchets, et notamment des installations CSR, peuvent être aidées sur le fondement de cet article [ou de l'article 36].**

Paragraphe 4

Les autorités françaises proposent de supprimer la référence au droit national dans la mesure où les règles de droit national peuvent être plus contraignantes que le droit de l'Union européenne. Il convient de rappeler que le RGEC n'a pas vocation à dissuader les États membres de mettre en place une réglementation plus contraignante que les normes européennes (considérant 56 de l'actuel RGEC). Par ailleurs, les autorités

françaises souhaiteraient ajouter, pour éviter toute ambiguïté, que cette disposition n'exclut pas le soutien aux investissements en faveur de la préparation en vue du réemploi, du tri et du recyclage des déchets ou flux soumis à REP.

Proposition d'amendement :

4. L'aide ne décharge les entreprises qui produisent des déchets d'aucun coût ni d'aucune obligation liée au traitement de déchets qui leur incombe en application du droit de l'Union ~~ou du droit national~~, y compris dans le cadre des régimes de responsabilité élargie des producteurs, ou des coûts qu'il convient de considérer comme normaux pour une entreprise. **Cette disposition n'exclut pas le soutien aux investissements en faveur de la préparation en vue du réemploi, du tri et du recyclage des déchets des tiers ou des flux soumis à responsabilité élargie des producteurs.**

• **Article 48 – Aides à l'investissement en faveur des infrastructures énergétiques**

Paragraphe 3

Les autorités françaises approuvent l'assouplissement des conditions de financement des infrastructures énergétiques hors des zones assistées et l'intégration de l'hydrogène au sein de cet article permettant de soutenir les investissements dans i) les réseaux gaziers intelligents visant à permettre et à faciliter l'intégration des gaz renouvelables et de l'hydrogène dans le réseau et ii) les réseaux d'hydrogène. Afin de clarifier le champ d'application de la disposition, il est proposé de préciser le type d'hydrogène concerné. Il serait en effet incohérent et contre-productif de réserver le bénéfice des aides couvertes par l'article 48 aux infrastructures énergétiques gazières qui n'utilisent que ou principalement de l'hydrogène ou du gaz d'origine renouvelable.

En outre, le projet de RGEC révisé saisit la question des infrastructures construites pour un consommateur préalablement identifié ou un petit groupe de consommateurs préalablement identifiés et qui sont adaptés à ses ou leurs besoins. Ces installations sont qualifiées d'installations réservées par le point g) du point 130) et sont exclues de la notion d'infrastructures énergétiques. Ces infrastructures réservées doivent également être prises en charge dans le cadre du RGEC. C'est ce que semble prévoir le point s) bis) de l'article 4 : s bis) en ce qui concerne les aides à l'infrastructure réservée et au stockage visées à l'article 36, paragraphe 5: 20 000 000 EUR par projet;»;

Or, le projet d'article 106, paragraphe 5, n'évoque pas d'aides à l'infrastructure réservée et au stockage. Les autorités françaises souhaitent demander à la Commission s'il s'agit d'une erreur résiduelle. Seul l'article 41 prévoit de telles aides en son paragraphe 3 : « *Les aides à l'investissement peuvent couvrir des infrastructures réservées en vue du transport ou de la distribution d'hydrogène renouvelable, ainsi que des installations de stockage de l'hydrogène renouvelable.* » Or, la prise en charge de ces infrastructures réservées dans le seul cadre renouvelable n'est pas suffisant. Il est nécessaire d'importer ces aides à l'investissement pour les infrastructures réservées concernant l'hydrogène *bas carbone* au sein de l'article 36.

Proposition d'amendement :

3. Les aides en faveur des infrastructures gazières ne sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité que si les infrastructures en

question sont consacrées à l'utilisation de l'hydrogène **bas carbone ou renouvelable** et/ou de gaz d'origine renouvelable, ou principalement utilisées pour le transport d'hydrogène **bas carbone ou renouvelable** et de gaz d'origine renouvelable.

Paragraphe 5

A l'instar de la proposition relative à l'article 46, les autorités françaises proposent de modifier la définition du déficit de financement comme suit :

Proposition d'amendement :

5. L'intensité de l'aide peut atteindre jusqu'à 100 % du déficit de financement, calculé comme la différence entre les flux de trésorerie positifs et les flux de trésorerie négatifs sur la durée de vie **économique** de l'investissement, comptabilisés à leur valeur actualisée en utilisant le coût du capital **ou un coût d'actualisation approprié**.

• Annexe I – Définition des PME

Les autorités françaises souhaitent que les seuils de la définition des seuils pour les PME soient revus pour tenir compte de l'inflation passée et à venir. L'objectif serait de réduire l'effet d'éviction de ces seuils, qui est majeur, en particulier pour les entreprises de plus de 250 personnes qui n'ont pas les mêmes capacités, notamment en matière de recherche et développement que les grands groupes.

En ce sens, pourraient par exemple, être intégrées au RGEC la notion de petite entreprise à moyenne capitalisation telle que définie dans les Lignes directrices relatives au financement des risques :

«petite entreprise à moyenne capitalisation»: une entreprise à moyenne capitalisation dont le nombre de salariés n'excède pas 499, calculé sur la base des articles 3, 4 et 5 de l'annexe I du règlement général d'exemption par catégorie, et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 100 000 000 EUR ou dont le bilan annuel n'excède pas 86 000 000 EUR;

Les autorités françaises souhaiteraient que des dispositions applicables à ce type d'entreprises soient similaires à celles applicables en faveur des PME.

. Les autorités françaises sont attachées à ce que la création d'une catégorie intermédiaire ne conduise pas à complexifier les catégories d'entreprise et les textes européens, européens (il ne s'agirait pas notamment de complexifier les dispositions relatives aux PME) : dès lors les autorités françaises restent évidemment ouvertes à un dialogue technique avec la Commission afin de trouver la meilleure définition possible d'une nouvelle catégorie pertinente entre PME et grandes entreprises.

II - DEMANDE D'AJOUT D'UN REGIME D'EXEMPTION

1. Aides à l'investissement en faveur des opérations de recyclage de friches

a. Contexte de la mesure proposée

La révision ciblée du RGEC prévoit le développement des aides à la protection de l'environnement et à l'énergie, et notamment, d'élargir les possibilités des États membres de soutenir des projets « verts »

pouvant porter sur la réhabilitation des habitats naturels et des écosystèmes, la protection et la restauration de la biodiversité ou à encourager des projets ambitieux de rénovation des bâtiments en introduisant une aide à l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments. Les autorités françaises sont favorables à ces évolutions mais proposent de les renforcer par l'insertion d'une nouvelle catégorie d'exemption dédiée aux aides apportées aux opérations de recyclage de friches, répondant ainsi aux objectifs européens de développement durable et de transition écologique.

La réhabilitation d'une friche désigne un double processus consistant, d'une part, à réhabiliter une zone déjà artificialisée en procédant à des opérations de réaménagement et de dépollution des sols et/ou des bâtiments et, d'autre part, à « réintégrer » le site par le biais d'un projet de restauration ou de développement utile au territoire (implantation de logements et/ou d'activités variées). La réhabilitation des friches permet de freiner l'artificialisation de manière très directe et permettre une utilisation rationnelle des ressources, en densifiant davantage l'existant et en favorisant la construction de la ville sur la ville, ainsi que de lutter contre la pollution permettant à la fois la réparation des dommages causés à l'environnement et à la suppression des risques pouvant résulter desdites pollutions pour la santé humaine. Ces objectifs sont inscrits dans la « Feuille de route pour une Europe efficace dans l'utilisation des ressources » et aux « Lignes directrices concernant les meilleures pratiques pour limiter, atténuer ou compenser l'imperméabilisation des sols » élaborées par la Commission.

La version actuelle du RGEC ne permet qu'un soutien indirect et partiel concernant la réhabilitation des friches, alors même d'ailleurs que l'utilisation plus rationnelle des ressources naturelles figure au nombre des actions de protection de l'environnement décrites à l'article 2 paragraphe 101 du RGEC.

L'introduction d'un régime d'exemption en faveur de la réhabilitation des friches permettrait de faciliter le financement public indispensable à la réalisation de telles opérations et, par là même, de lutter contre l'artificialisation des sols et de permettre une utilisation plus rationnelle des ressources naturelles.

b. Contenu de la mesure proposée

La mesure proposée consiste à intégrer au sein de la section 7 du RGEC une exemption spécifique aux « aides en faveur des opérations de recyclage de friches », par la création d'un article dédié.

A l'heure actuelle en effet, les dispositifs permettant de contribuer à la réhabilitation des friches restent fortement insuffisants, leur portée financière est décorrélée des enjeux financiers réels. Afin de présenter une efficacité optimale, les aides doivent avoir pour vocation de diminuer la distorsion entre les surcoûts engendrés par les opérations de recyclage et le prix du marché des terrains nus. L'aide n'a vocation à intervenir que sur des opérations qui ne pourraient pas être rendues possibles sans cet appui financier.

Par conséquent, il est proposé d'exempter de notification les opérations de recyclage de friches, sous réserve de respecter les conditions générales du RGEC, mais également les conditions spéciales suivantes.

Proposition d'amendement :

(new) (36 bis) L'article 49 *bis* suivant est inséré :

« Article 49 bis

Aides à l'investissement en faveur des opérations de recyclage de friches

1. Les aides à l'investissement bénéficiant aux entreprises menant des opérations de recyclage de friches sont compatibles avec le marché intérieur au sens de l'article 107, paragraphe 3, du traité et sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108,

paragraphe 3, du traité, pour autant que les conditions prévues par le présent article et au chapitre I soient remplies.

2. Les aides à l'investissement sont octroyées pour toute opération de recyclage de friches. Le bénéficiaire final de l'aide ne peut pas être l'entreprise à l'origine de la situation de friche.

3. Les aides ne sont pas autorisées lorsque les opérations de recyclage de friches ne sont pas déficitaires. Aucune aide à l'investissement ne peut être attribuée pour subventionner des mises aux normes par un propriétaire défaillant, selon le droit applicable dans chaque État membre, sans préjudice des règles de l'Union en la matière.

4. L'investissement conduit à remettre les terrains et les bâtiments de la friche au prix du marché pour le type de biens immeubles concernés.

5. Les coûts admissibles sont les coûts d'investissement supplémentaires nécessaires à la réalisation d'une opération de recyclage de friche, par comparaison entre les coûts de l'investissement projeté par l'entreprise et les coûts moyens d'opérations comparables réalisées hors friches, et après optimisation de l'opération et de son bilan. Sont considérés comme investissements admissibles les investissements dans les terrains et bâtiments incluant les coûts d'acquisition, de dépollution (au sens du paragraphe 3 de l'article 45 du présent règlement et sans préjudice de l'application de cet article), de désamiantage, de retrait du plomb, de démolition, de déconstruction, de remise en état, d'aménagement, de revitalisation, de reconstruction. Les investissements admissibles incluent également les coûts de mise aux normes indispensables à la transformation de la friche, à l'exclusion de toute mise aux normes réglementaire par un propriétaire défaillant.

6. L'octroi de l'aide sera conditionné à la démonstration de l'effort du responsable de l'opération pour minimiser le déficit. L'intensité de l'aide, qui n'excède pas le déficit constaté dans le bilan économique de l'opération de recyclage de la friche après optimisation, n'excède pas 100% des coûts admissibles ».

Afin de permettre la bonne mise en œuvre du dispositif et la bonne cohérence d'ensemble du RGEC, d'autres dispositions de celui-ci doivent évoluer.

Proposition d'amendement :

➤ *(new) Considérant 14 bis*

« Il y a lieu d'élargir le champ d'application du règlement (UE) n°651/2014 en introduisant les conditions de compatibilité pour les aides à l'investissement en faveur des opérations de recyclage de friches, afin de tenir compte des objectifs de la Feuille de route pour une Europe efficace dans l'utilisation des ressources^x, récemment rappelés par la Feuille de route pour la nouvelle stratégie de l'Union européenne en matière de protection des sols^y, et de garantir en particulier l'objectif de suppression d'ici à 2050 de toute augmentation nette de la surface des

terres artificialisées. Les aides aux opérations de recyclage de friches ont pour finalité d'encourager à la réutilisation des terrains déjà artificialisés, elles permettent de limiter l'artificialisation de nouvelles terres et l'imperméabilisation des sols. La reconquête des friches (urbaines, commerciales, (aéro-)portuaires, ferroviaires, routières, industrielles, militaires, minières, et plus généralement des terrains déjà artificialisés mais sous-utilisés) constitue un enjeu majeur d'aménagement durable des territoires pour répondre aux objectifs croisés de maîtrise de l'étalement urbain, de revitalisation urbaine et, par conséquent, de limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers ».

^x COM(2011)571

^y Ares(2020)6391319

➤ *Article 2 – Définitions*

(x) le point 101. est remplacé par le texte suivant :

«101. "protection de l'environnement": toute action visant à réparer ou à prévenir une atteinte au milieu physique ou aux ressources naturelles due aux activités humaines, y compris les mesures visant à s'adapter au changement climatique et à atténuer ses effets, à réduire le risque d'une telle atteinte ou à entraîner une utilisation plus rationnelle et durable des ressources naturelles, notamment par **des opérations de recyclage de friches**, des mesures d'économie d'énergie et le recours à des sources d'énergie renouvelables et à d'autres techniques visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre»

(new) (x bis) les points 101 bis et 101 ter sont insérés :

«101 bis. « Opération de recyclage de friches » : toute opération visant à limiter la consommation des terres et l'artificialisation des sols par la restauration, la réhabilitation, la valorisation d'une « friche » au sens du présent article.

« 101 ter. « Friche » : tout bien immobilier, bâti ou non bâti, inutilisé depuis plusieurs années et dont l'état, la configuration ou l'occupation totale ou partielle ne permet pas un réemploi sans un aménagement et/ou des travaux préalables »

➤ *Article 4 – Seuil de notification*

(new) (h) le point hh bis suivant est inséré :

« hh) En ce qui concerne les aides aux opérations de recyclage de friches : 10 millions EUR par entreprise et par projet »

2. Aide en faveur du secteur de la presse, en particulier pour répondre aux défis numérique

a. Contexte de la mesure proposée

Le pluralisme des médias et l'accès à une information fiable et de qualité sont au cœur des préoccupations européennes. Or, le secteur de la presse est confronté à la fois à une crise économique structurelle, concernant notamment la presse papier et aggravée par les conséquences de l'épidémie de la Covid-19, ainsi qu'à l'émergence de nouveaux acteurs de la presse numérique pour répondre aux nouveaux usages du lectorat. Elle doit par ailleurs s'atteler à relever de nouveaux défis tels que la lutte contre la diffusion accélérée de fausses nouvelles, la manipulation de l'information, les défis de la transition écologique, la nécessité de trouver un nouveau modèle pérenne, l'apologie du terrorisme ou la diffusion en ligne de contenus illégaux et/ou haineux.

Ainsi, si la transformation numérique du secteur de la presse et les nouvelles technologies numériques ont ouvert de nouvelles possibilités en matière d'accessibilité et de partage de l'information, elles s'accompagnent aussi de nouveaux risques pour la liberté d'expression et le pluralisme des médias (risques étroitement liés au rôle de filtrage des plates-formes en ligne, à leur pouvoir de marché, à la quantité colossale de données qu'elles détiennent et à la part des recettes publicitaires qu'elles engrangent).

La révision du RGEC doit donc être l'occasion d'offrir une information de qualité aux citoyens européens. A cette fin, la création au sein de l'article 53 dédié aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine RGEC d'une exemption de notification pour le secteur de la presse dans toute sa diversité serait donc très utile.

Ce soutien public peut prendre la forme d'aides directes à l'investissement comme d'aides au fonctionnement.

Les aides à l'investissement peuvent notamment concourir à l'accompagnement de projets représentant une innovation, augmentant la productivité des entreprises concernées, facilitant leur transition numérique ou écologique, ou encore améliorant et diversifiant la forme rédactionnelle de leurs contenus. Elles peuvent également permettre d'aider certaines entreprises de presse particulièrement menacées par des attentats terroristes à investir dans une infrastructure de sécurité.

Les aides au fonctionnement peuvent notamment concourir :

- au pluralisme de la presse d'information politique et générale, nationale comme locale, en particulier les publications disposant de faibles ressources publicitaires ;
- au développement de formes adaptées de diffusion et de distribution de la presse, telles que le portage de la presse.

Ce soutien peut également prendre la forme d'aides indirectes, sous forme d'exonération de charges fiscales ou sociales.

Ce soutien public concerne l'ensemble des acteurs économiques de la presse, qui sont tous touchés par la crise structurelle du secteur. Cela concerne ainsi par exemple, des agences de presse, des imprimeries, des réseaux de portage de presse ou encore les diffuseurs de presse, qui mènent des activités complémentaires aux activités d'édition de titres de presse.

b. Contenu de la mesure proposée

La mesure proposée consiste à intégrer au sein de l'article 53 du RGEC une exemption spécifique aux aides en faveur du secteur de la presse, par la création d'un paragraphe dédié.

Proposition d'amendement :

(Article 53), au paragraphe 2 le point g est inséré comme suit :

2. Les aides sont octroyées en faveur des objectifs et activités culturels suivants :

- a) les musées, les archives, les bibliothèques, les centres ou espaces artistiques et culturels, les théâtres, les cinémas, les opéras, les salles de concert, les autres organisations de spectacles vivants, les institutions chargées du patrimoine cinématographique et les autres infrastructures, organisations et institutions artistiques et culturelles similaires ;
- b) le patrimoine matériel, ce qui inclut toutes les formes de patrimoine culturel mobilier ou immobilier ainsi que les sites archéologiques, les monuments, les sites et bâtiments historiques ; le patrimoine naturel lié au patrimoine culturel ou officiellement reconnu comme appartenant au patrimoine culturel ou naturel par les autorités publiques compétentes d'un Etat membre ;
- c) le patrimoine immatériel sous toutes ses formes, y compris les coutumes et l'artisanat folkloriques ;
- d) les événements et performances artistiques ou culturels, les festivals, les expositions et les autres activités culturelles similaires ;
- e) les activités d'éducation culturelle et artistique ainsi que la promotion de la compréhension de l'importance de la protection et de la promotion de la diversité des expressions culturelles au moyen de programmes éducatifs et de programmes plus larges de sensibilisation du public, y compris grâce à l'utilisation de nouvelles technologies ;
- f) l'écriture, l'édition, la production, la distribution, la numérisation et la publication d'œuvres musicales et littéraires, y compris de traductions ;
- (new) g) les activités liées à la presse écrite papier et numérique, notamment la collecte et le traitement de l'information, l'édition, l'impression, la distribution et la diffusion.**

Afin de permettre la bonne mise en œuvre du dispositif et la bonne cohérence d'ensemble de l'article 53 RGEC, d'autres dispositions de celui-ci doivent évoluer.

En plus de l'amendement destiné à conserver une cohérence avec la proposition d'insertion du secteur de la presse, la rédaction du paragraphe 9 pourrait être rédigée ainsi afin de revenir sur les erreurs formelles qui avaient pu se glisser dans cette liste à la faveur de la révision du RGEC en 2019. En effet, les activités « *d'écriture, d'édition, de production, de distribution, de numérisation et de publication d'œuvres musicales et littéraires* » ne connaissent actuellement pour coûts éligibles que les seuls « *coûts de publication d'œuvres musicales et littéraires* » ce qui n'apparaît pas cohérent.

Proposition d'amendement :

(new) paragraphe 9

9. Pour ce qui est des activités définies au paragraphe 2, **point f) et g)**, le montant maximal de l'aide n'excède pas soit la différence entre les coûts admissibles et les revenus actualisés du projet soit 70 % des coûts admissibles. Les revenus sont déduits des coûts admissibles ex ante ou au moyen d'un mécanisme de récupération. **Les coûts admissibles sont les coûts visés par les activités détaillées aux paragraphes f) et g)**, y compris la rémunération des auteurs (coûts de droits d'auteur), la rémunération des traducteurs, la rémunération des éditeurs, d'autres coûts d'édition (relecture d'épreuves, correction, révision), les coûts de mise en page et de prépresse et les coûts d'impression ou de publication en ligne

III – PROPOSITIONS DIVERSES

- **La révision du RGEC doit permettre une meilleure prise en compte des défis posés au secteur culturel par la transition numérique**

Il apparaît également nécessaire que cette révision conduise à apporter des souplesses quant aux aides destinées à soutenir des projets dans le champ numérique. À ce jour, il n'existe pas d'exemption de notification dédiée dans le RGEC. Par conséquent, il est difficile tant pour les autorités publiques que pour les professionnels, de déterminer si un dispositif ou une aide individuelle octroyée dans le domaine du numérique entre ou non dans le champ d'application du règlement d'exemption.

Pourtant, le développement de plateformes numériques ou d'applications numériques, en particulier dans un contexte de concurrence internationale extrêmement forte, revêt un intérêt de premier plan pour l'Europe, en particulier afin de faire vivre la diversité culturelle de l'Union et de soutenir la politique européenne en matière de données.

Il est donc essentiel que l'Union européenne relève le défi de la révolution numérique en prévoyant la possibilité d'aider des projets numériques en matière culturelle et audiovisuelle, comme par exemple des projets de médiation artistique et culturelle numérique, de développement d'algorithmes innovants au service d'un Internet équitable, et de projets en matière d'intelligence artificielle (notamment la production de contenus assistée par l'IA, les nouvelles techniques de vérification de l'information, de sous-titrage ou de doublage automatique, notamment en langue des signes, de génération de métadonnées associées aux contenus pour le classement et l'archivage) et de blockchain (smart contracts) éthique. Cette exemption de notification pourrait par exemple être abordée sous différents angles sectoriels ainsi que sous un angle plus transversal ayant trait à la recherche.

- **La révision du RGEC doit également permettre d'accompagner l'innovation dans les secteurs culturels et créatifs**

C'est par exemple le cas concernant le **secteur du jeu vidéo** pour lequel l'ajout d'une exemption de notification, de manière ciblée et adaptée, serait particulièrement utile. À ce jour, les seules voies possibles sont le recours à la notification ou à un placement sous RGEC en restreignant considérablement le champ du projet en raison de dispositions inadaptées.

Or, le secteur du jeu vidéo, dominé par les studios étrangers, est en constante mutation. S'il se caractérise par une vague d'innovations technologiques et des modèles économiques inédits (amélioration des performances graphiques et artistiques, nouvelle génération de consoles, intelligence artificielle, réalité virtuelle, immersion, etc.), il est important de développer les jeux vidéo à fort contenu culturel et visant une excellence artistique et technologique.

Étant donné la forte croissance du secteur, l'Union doit se doter d'instruments juridiques cohérents et adaptés pour renforcer les capacités de production des studios de jeux vidéo indépendants afin de favoriser la production de jeux marquants et innovants, véritables vitrines du savoir-faire européen, du point de vue de la création graphique et scénaristique. Le secteur évolue en effet dans un environnement international très concurrentiel, où les coûts d'investissement et de fonctionnement sont très élevés en raison des technologies et des nouvelles fonctionnalités utilisées ou encore de la commercialisation du projet.

Des règles adaptées aux spécificités du secteur permettront ainsi coordonner une politique culturelle industrielle en faveur de l'indépendance et de la créativité du jeu vidéo et de favoriser les coproductions intra-européennes.

C'est également le cas concernant **les studios de production**, véritables facteur clé de compétitivité. Ils font partie intégrante du tissu industriel et du processus de production des œuvres. Ces acteurs sont en outre au cœur des stratégies de développement du secteur audiovisuel et du cinéma.

Néanmoins, à l'heure actuelle, les aides aux studios sont expressément exclues de l'article 54 du règlement visant les aides en faveur de la production des œuvres audiovisuelles, et les autres dispositions du RGEC s'avèrent inadaptées pour soutenir efficacement ces acteurs. Sans un soutien public approprié, la taille critique ne peut être ni atteinte ni maintenue et l'industrie européenne est appelée à se marginaliser au niveau mondial.

Par conséquent, il serait particulièrement souhaitable que soient créées des exemptions de notification pour ces types de bénéficiaires, qui pourraient être prévues soit sous l'angle de la recherche, du développement et de l'innovation soit sous l'angle des aides en faveur de la culture, en particulier celui de la production des œuvres.

IV – Articulation entre le droit des aides d'État et le droit fiscal

Dans le prolongement des éléments développés ci-dessus concernant l'article 44 du RGEC, les autorités françaises estiment que le manque d'articulation entre les dispositifs de réductions fiscales autorisés explicitement par application du droit fiscal primaire ou dérivé et le droit des aides d'État nuit gravement à la cohérence des politiques de l'Union, est source d'une forte insécurité juridique et complexifie inutilement les procédures administratives.

Sont concernés, au-delà de la fiscalité sur les produits énergétiques, deux catégories de dispositifs :

1°/ ceux qui font l'objet d'une autorisation ex ante de la Commission ou sur proposition de la Commission :

- les dérogations aux articles 28, 30 et 110 du TFUE prises en application de l'article 349 de ce traité ;
- les tarifs réduits et exonérations prévues à l'article 5, § 2 b et § 3 de la directive 1999/62/CE dite « Eurovignette » ;

2°/ les dispositifs applicables de plein droit prévus par les textes fiscaux européens :

- les tarifs réduits au bénéfice des petits producteurs de boissons alcooliques prévus aux articles 4, 9 bis, 13 bis, 18 bis, 22 de la directive n° 92/83.CEE dans sa rédaction à venir au 1er janvier 2022, ainsi que les marges de manœuvre accordées par cette même directive à ses articles 17, par. 2, et 18, par. 2, 23³ ;
- les tarifs réduits au bénéfice des petits producteurs de tabacs prévus à l'article 12, par. 1, de la directive 2011/64/UE ;
- les facultés accordées aux États membres d'appliquer des exonérations ou taux réduits de la TVA. À cet égard, bien que de tels dispositifs bénéficient prioritairement aux consommateurs finals, il est rappelé qu'ils restent toutefois susceptibles d'être qualifiés d'aides indirectes aux vendeurs et producteurs en tant qu'ils permettent d'abaisser les prix de ventes et d'augmenter les volumes de production.

Ces deux catégories de dispositifs sont, en matière de fiscalité énergétique, déjà couvertes par l'article 44 du RGEC⁴. Il serait justifié de faire bénéficier du même encadrement les autres domaines de la fiscalité. S'agissant des dispositifs nécessitant une autorisation ex ante, une analyse au cas par cas de la Commission est d'ores et déjà prévue et permet d'intégrer la prise en compte des problématiques de concurrence. Quant aux autres dispositifs, ils sont encadrés par le principe de neutralité fiscale dégagé par la CJUE qui empêche toute différence de traitement entre produits ou services en concurrence et impose qu'ils soient définis sur la base de critères objectifs et transparents.

³ En revanche, les exonérations prévues à l'article 27 de cette directive ne semblent pas pouvoir constituer des aides d'État, de même que la faculté accordée à certains États membres d'appliquer des niveaux de fiscalité réduits sur les produits faiblement alcoolisés.

⁴ Qui s'applique à l'ensemble des tarifs réduits supérieurs aux minima de taxation, que ces tarifs réduits soient permis de plein droit ou résultent de la procédure prévue à l'article 19 de la directive 2003/96.

Les autorités françaises proposent donc que les dispositifs susmentionnés, lorsqu'ils respectent le droit primaire et dérivé de l'Union européenne, puissent bénéficier de l'exemption de notification prévue par le RGEC